

RAPPORT ANNUEL 2018



*Au service
des peuples
et des nations*

Vers un développement durable basé sur une transition démocratique



Pour toute demande, contacter: Programme des Nations Unies pour le Développement -
Maison Commune des Nations Unies - Zone Galaxy - Rue Dr Raseta Andraharo - BP: 1348 -
101 Antananarivo - Madagascar

Téléphone: +26122 300 92/93/94 | **E-mail:** registry.mg@undp.org | **Facebook:** @pnudmada
| **Twitter:** @Undpmadagascar | **Site Web:** www.mg.undp.org

Copyright © 2018 Programme des Nations Unies pour le Développement
Tous droits réservés



*Au service
des peuples
et des nations*

RAPPORT ANNUEL 2018

SOMMAIRE



07
Avant-propos



15
Introduction



19
De la priorisation à
la localisation des
ODD



27
Gouvernance
Paix & Sécurité



57
Croissance inclusive
& réduction des
inégalités



87
Durabilité
environnementale



109
Intégrer les
domaines
transversaux



125
Perspectives



128
Sources de
financement

Les élections présidentielles de 2018 sont considérées comme étant historiques à Madagascar. Il s'agit de la première alternance pacifique, depuis l'indépendance du pays, entre deux présidents élus démocratiquement. Une belle réussite pour le pays. Marie Dimond



Avant-propos



Mme MARIE DIMOND
REPRESENTANT RESIDENT
PNUD MADAGASCAR

Il ne faisait aucun doute que l'année 2018 allait être une année décisive pour la consolidation démocratique à Madagascar. Les élections présidentielles de 2018 allaient permettre au pays d'assurer une transition démocratique régulière et apaisée.

Depuis 2013, Madagascar a fourni des efforts considérables qui ont renforcé les capacités techniques et opérationnelles de la Commission Nationale Électorale Indépendante (CENI), facilitant la tenue d'élections dans d'assez bonnes conditions. En 2018, le principal défi a été de préserver cet élan en tenant des élections apaisées, transparentes, inclusives et crédibles, mais surtout acceptées de tous.

Au mois d'avril, une vague de contestation et de tensions liées aux lois électorales a agité le climat politique du pays avec pour élément déclencheur, au régime général des élections et des référendums, à l'élection du Président de la

“ Le PNUD, partenaire traditionnel du pays en matière électorale, avec l'appui des partenaires internationaux, a su tenir en 2018 un rôle déterminant aux côtés des institutions malgaches afin de faire du processus électoral une réalité et ne pas perdre les acquis du développement. Une mission qui n'a pas été de tout repos.

Une requête aux fins de déchéance du Président de la République en exercice, Hery Rajaonarimampianina, qui a alimenté toutes les revendications est finalement déposée par les députés de l'opposition auprès de la Haute Cour Constitutionnelle. Il en résultera la nomination d'un Premier Ministre et d'un Gouvernement qui ont eu pour mission principale d'instaurer un climat d'apaisement politique et d'assurer la neutralité de l'Administration afin de permettre la tenue d'élections apaisées et crédibles. Une décision qui a permis de relancer le processus électoral et faire des intérêts de la nation une priorité.

Les efforts combinés de la communauté internationale autour du projet de Soutien au Cycle Électoral à Madagascar (SACEM), lancé en 2017 par le PNUD, ont permis de créer un cadre d'intervention et de financement coordonné et mutualisé afin de maximiser le soutien apporté à la CENI. Les révisions annuelles des listes électorales menées par la CENI avec l'appui du PNUD ont été couplées aux sensibilisations de grande envergure au niveau décentralisé. Ce qui a permis de

mettre l'accent sur les populations les plus oubliées avec comme résultats l'inscription de plus de 350 000 femmes inscrites sur les listes électorales par rapport à 2017, et représentant désormais 46% du fichier électoral. Les 7 novembre et 19 décembre 2018, près de 10 000 000 d'électeurs se sont rendus aux urnes. Des votes qui se sont déroulés dans le calme. Une élection historique, la première transition démocratique, crédible et apaisée du siège suprême de l'Etat. La discipline de la classe politique et les efforts de la CENI peuvent être salués. J'ose croire que les capacités données à la CENI permettront de maintenir ces acquis et ainsi donner la possibilité à tous les citoyens malgaches en âge de voter de choisir leurs futurs leaders dans un climat de paix.

Tout en maintenant le cap sur cette nouvelle ère démocratique, Madagascar a su continuer sa course pour un développement qui ne laisse personne de côté. La mission "Mainstreaming, Acceleration and Policy Support (MAPS)", appuyée par le PNUD, a permis d'identifier les accélérateurs pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour guider l'action des Nations Unies et

informer la nouvelle stratégie nationale de développement du pays en 2019.

La région Androy en particulier, qui regroupe des districts vulnérables devant faire face à des crises humanitaires récurrentes avec des indicateurs sociaux parmi les plus bas, restait également au cœur des priorités du Gouvernement et du Système des Nations Unies. Dans son rôle, le PNUD a apporté un appui conseil pour soutenir une transition durable de l'humanitaire vers le développement en concentrant ses activités dans cette zone depuis 2017. Le pari pris d'accompagner les ministères en charge de la décentralisation, de l'environnement, de la justice, de l'économie et du plan comportait la mise en place d'un modèle d'intervention intégré en appui à la mise en œuvre du Plan de Relèvement et de Résilience (PRR) pour les districts les plus affectés par la sécheresse.

Au terme de deux années d'interventions combinées, les actions cumulatives du PNUD ont contribué au renforcement des systèmes d'alerte précoce et de la dynamique économique, la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques pour l'agriculture et l'élevage, et

une population qui sort peu à peu du cycle de vulnérabilité et qui s'adapte au changement climatique.

De même, l'appui du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) a cette année permis au PNUD, de rehausser les capacités techniques et matérielles des forces de l'ordre dans les zones de Betroka et de Ihosy, et des collectivités territoriales décentralisées tout en améliorant la fourniture de services administratifs et juridiques.

Cet appui s'ajoute aux autres projets soutenus par UNPBF, déjà en cours au niveau national avec l'appui à la réforme du secteur de la sécurité et la lutte contre la corruption. Une étape clé a été franchie en matière de gouvernance avec la mise en place du premier Pôle anti-corruption d'Antananarivo, en juin 2018; une institution judiciaire qui va permettre une répression plus efficace des cas de corruption et d'infractions financières.

Il est appréciable de voir que le pays a su poursuivre une dynamique de croissance positive avec un taux de croissance de 5,2% en 2018, contre 4,3% en 2017. Une performance solide

qui résulte d'une stabilité macroéconomique, du rebond de la production agricole, celle du riz en particulier, ainsi qu'une hausse des investissements publics. L'amélioration de l'environnement des affaires s'est également confirmée, notamment dans le classement "Doing Business 2019" qui dévoile un gain de six places pour Madagascar par rapport à 2017.

Néanmoins, Madagascar, affiche une croissance économique, certes positive, mais dont les fruits ne profitent pas à la majorité de la population, et peinent à améliorer les indicateurs sociaux. La situation socio-économique demeure en-deçà de la moyenne subsaharienne, Madagascar restant un pays fragile avec 91% de taux de pauvreté et 77% d'extrême pauvreté, exposé à des aléas et risques naturels et épidémiologiques considérables tels que l'émergence de l'épidémie de la rougeole en 2018 ou encore la sécheresse récurrente dans le sud du pays.

Tout au long de l'année 2018, Madagascar a mis l'accent sur les dynamiques de transformation qui permettront à la grande île de sortir des pays les plus touchés par la corruption, réduire

les inégalités, soutenir un accès à la justice pour tous, et relever les défis du changement climatique ; le tout dans un climat de paix et de cohésion sociale.

Je vous invite à lire ce rapport annuel qui retrace l'appui programmatique du PNUD vers ces résultats qui n'auraient pu voir le jour sans la confiance indéfectible du gouvernement, des communautés et des partenaires au développement.



Depuis plus de 50 ans, le PNUD est présent dans près de 170 pays et territoires, devenant l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à l'éradication la pauvreté et à la réduction des inégalités et de l'exclusion.

A Madagascar, les actions du PNUD visent à promouvoir la bonne gouvernance au sein des institutions et des communautés, tout en soutenant la transition vers un développement durable dans lequel la croissance économique bénéficie à tous et où les dommages irréversibles à l'environnement sont évités. Pour cela, le PNUD offre des services efficaces et équitables aux citoyens, surtout aux groupes pauvres et marginalisés, et accompagne les institutions démocratiques et de gouvernance à être plus inclusives, transparentes et efficaces.

Avec une couverture nationale pour la majorité des projets, le PNUD travaille en partenariat avec le gouvernement – au niveau national et local – le secteur privé, les organisations de la société civile en priorisant les actions qui permettent de transformer la vie des plus vulnérables dont les femmes et les jeunes.

MADAGASCAR EN BREF



+ **24 millions** d'habitants

53,8%

moins de 20 ans

Croissance démographique annuelle

2,8%



78%

Population
rurale



22%

Population
urbaine



Croissance
économique
(prévision 2019)

5,4%

424 USD

PIB / habitant (Banque Mondiale, 2018)



3

enfants sur 10, parmi les 6 à 10 ans,
ne fréquentent pas l'école primaire.

69%

taux d'achèvement de l'école
primaire tous sexes confondus.



Taux d'extrême pauvreté

77%



Classement IDH (2017)

161^{ème}
rang sur 189 pays



1 enfant sur **2**

(de moins de 5 ans) souffre de
malnutrition chronique



10

femmes (dont 3 de moins de 19ans)
meurent chaque jour en donnant
naissance

676

Entreprises créées
en moyenne par
région chaque
année

RNDH- Madagascar 2018



22 régions

119 districts

1693 communes

18 251 fokontany

590 000 km²

52%

de la population

Accès à des
sources d'eau
potable
améliorées

12%

de la population

Accès à des
installations
d'assainissement
améliorées



Accès à l'électricité

16,8%

de la population
dans les zones rurales



5%

de la biodiversité
mondiale

15 types d'écosystème terrestres

26 types d'écosystèmes marins

Zones d'intervention du PNUD (2017 - 2019)

Programme Croissance inclusive et lutte contre la pauvreté

1. Planification de Développement, Secteur Privé et Emploi (PDSPE)

Programme Gouvernance

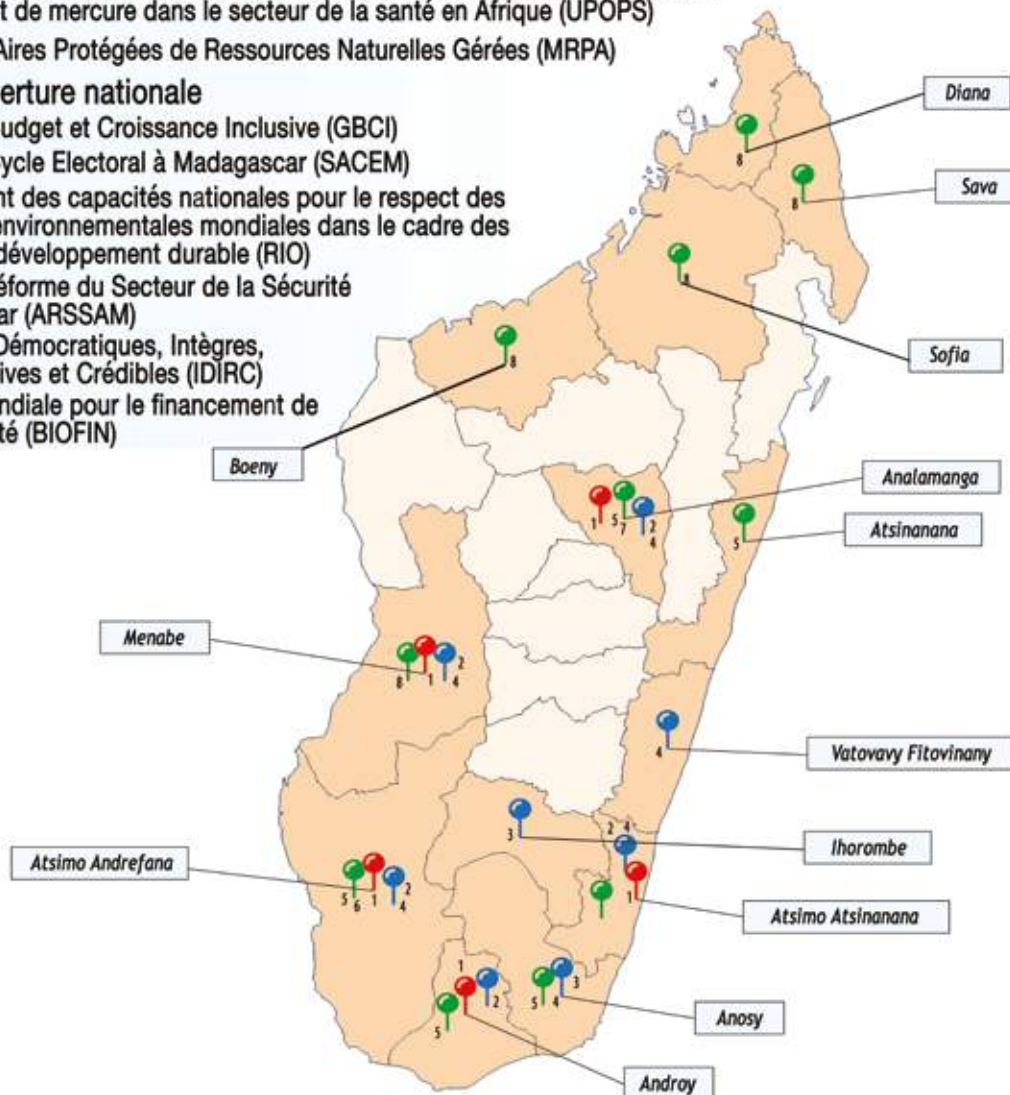
2. Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Résilience Communautaire (PADRC)
3. Renforcement de l'Autorité de l'Etat dans le Sud de Madagascar (RAES)
4. Renforcement de l'Etat de Droit (RED)

Programme Environnement

5. Amélioration des Capacités d'Adaptation et de Résilience face au Changement climatique (PACARC)
6. Approche paysage pour la conservation et le gestion de la biodiversité menacée de Madagascar (APAA)
7. Projet de réduction des émissions non intentionnelles de Polluants Organiques Persistants et de mercure dans le secteur de la santé en Afrique (UPOPS)
8. Réseau des Aires Protégées de Ressources Naturelles Gérées (MRPA)

Projets à couverture nationale

9. Gestion du Budget et Croissance Inclusive (GBCI)
10. Soutien au Cycle Electoral à Madagascar (SACEM)
11. Renforcement des capacités nationales pour le respect des obligations environnementales mondiales dans le cadre des priorités de développement durable (RIO)
12. Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)
13. Institutions Démocratiques, Intègres, Représentatives et Crédibles (IDIRC)
14. Initiative mondiale pour le financement de la biodiversité (BIOFIN)







Introduction

Lorsque le retour à l'ordre constitutionnel mit fin à la crise politique de 2009, les leaders malgaches avaient dans la même foulée mis en marche la machine de la démocratie qui a porté de nombreux fruits en 2018. Grâce à cette accalmie, le pays a su maintenir sa course sur l'échiquier international.

Selon la note de conjoncture économique à Madagascar, publiée par la Banque Mondiale en juillet 2018, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a suivi une courbe positive avec une croissance de 5% en 2018 contre 4,2% en 2017. Une performance qui, selon la même note, prendrait sa source dans la hausse des services de transport, la rentabilité du secteur bancaire auxquelles s'ajoute une bonne performance des zones franches économiques et des petites entreprises du

secteur privé; des scores qui n'auraient pas été possibles sans un pouvoir légitime en place et des autorités régulatrices en bonne et due forme.

Les projections du pays pour 2019 demeurent dynamiques : une croissance à 5,4%, une concentration de la politique monétaire avec un contrôle de l'inflation estimée à 6,4% en 2019, mais aussi une stabilisation des dépenses publiques via un équilibre entre les dépenses courantes et l'augmentation des dépenses d'investissement. Parallèlement, même si le pays a légèrement amélioré son indice de développement humain en 2018 en passant de 0,512 à 0,519, Madagascar a tout de même reculé de trois rangs dans le classement mondial se plaçant à la 161ème place contre la 158ème en 2017. Un paradoxe qui dévoile non

seulement les difficultés pour la grande île à suivre les tendances mondiales et régionales, mais aussi le fait que les performances macroéconomiques, bien que positives, n'ont pas profité aux 24 millions de malgaches.

Exacerbée par les conséquences de la corruption et les effets du changement climatique, la pauvreté affecte la population malgache sous de nombreuses facettes, menaçant dans la même mesure la cohésion nationale et la stabilité du pays. Alors que le pays préparait les élections présidentielles de 2018, décisives pour la continuité démocratique et le maintien de la paix, le taux de pauvreté national était de 71,5% et ceux de neuf des vingt-deux régions grimpent jusqu'à 97% selon les dernières données de l'enquête sur les OMD 2012-2013.

Les efforts de la Grande île pour rendre la lutte contre la corruption efficace et effective peinent à porter leurs fruits malgré les actions du pays et de la communauté internationale. En 2018, Madagascar n'a pu que regagner 3 des 10 places perdues en 2017 dans le classement de l'indice de perception de la corruption publié chaque année par l'ONG

Transparency International. Une performance, certes encourageante, mais qui dévoile les défis et réformes nécessaires pour réduire considérablement les actes de corruption et d'infractions financières qui sapent les indicateurs sociaux.

Pour ainsi dire, les prétentions de Madagascar pour une croissance et un développement durable qui profitent à tous sont fortement conditionnées par les capacités du pays à maintenir la paix et à être un exemple de démocratie et de bonne gouvernance.

Pour 2018 en particulier, cela exigeait la tenue d'élections les plus inclusives possible afin de contenir au maximum les risques de troubles électoraux, mais aussi d'exclusion des populations les plus vulnérables. Le rôle du Gouvernement, de la CENI, et des parties prenantes au processus électoral devaient ainsi créer un contexte politique qui n'entrave pas les efforts de développement particulier pour le Sud du pays qui suit sa transition afin de réduire la vulnérabilité des populations de cette région très exposée aux effets du changement climatique.

En réponse à ces défis et en appui à la mise en œuvre du Plan National de Développement de Madagascar, les actions du PNUD pour 2018 ont été définies et réalisées en collaboration avec le Gouvernement, les parties prenantes à chaque domaine, et en parfaite synergie avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) 2015-2019 et les agences du Système des Nations Unies. Sous la coupe des domaines transversaux tels que le genre, la jeunesse, le VIH/Sida ou encore les droits de l'homme, les interventions prioritaires du PNUD ont ainsi concerné :

- L'accélération de l'Agenda 2030 à Madagascar ;
- La promotion de la bonne gouvernance, de la paix et de la sécurité ;
- La croissance inclusive et la réduction des inégalités ;
- La durabilité environnementale.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SNU Madagascar

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SNU Madagascar

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SNU Madagascar

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SNU Madagascar

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SNU Madagascar

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



Renforcer l'infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui crée des emplois innovants.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SNU Madagascar

10 INÉGALITÉS



Construire une société plus juste, parvenir à l'équité pour tous et promouvoir le bien-être de tous.



De la priorisation à la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD)

En 2018, le PNUD a poursuivi son appui technique et financier à Madagascar dans la mise en œuvre de la feuille de route des Objectifs de Développement Durable (ODD), ce qui a permis au pays de franchir des étapes décisives dans la planification réussie de l'Agenda 2030 et des ODD.

Depuis juin 2018, le pays dispose d'un rapport national de priorisation des cibles ODD qui permet la coordination des différentes interventions des partenaires au développement. Ce rapport est le fruit d'un long processus de sensibilisation de portée nationale et régionale, d'alignement des ODD sur les politiques et stratégies nationales et sectorielles, et de mise à disposition d'outils d'analyse basés sur la définition d'approches méthodologiques spécifiques au pays pour la hiérarchisation des cibles. *In fine*, l'exercice a permis d'identifier 64 cibles prioritaires et 85 indicateurs de suivi de la mise en œuvre des ODD.

Toujours dans le cadre de la mise en œuvre des ODD, et afin d'assurer leur intégration dans

les cadres de planification du pays, le PNUD a soutenu l'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain 2018 (RNDH). Il s'agit du premier RNDH depuis l'adoption de l'Agenda 2030 à Madagascar. Ce rapport a ainsi permis de mettre l'accent sur la mobilisation des ressources internes, avec tout un ensemble de proposition de recommandations, d'outils de prise de décision et de nouvelles idées à l'endroit des décideurs politiques pour financer la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

En soutenant la réforme de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), les perspectives du PNUD étaient de doter le pays d'un système statistique qui soit à la fois renforcé et adapté au suivi des ODD. A ce titre, la nouvelle loi statistique adoptée au niveau du Parlement en mars 2018, avec l'appui du PNUD, constitue désormais le cadre légal régissant les statistiques à Madagascar. Conforme aux normes internationales, cette loi intègre la garantie du secret statistique aux conditions modernes de révolutions numériques, tout en formalisant la coordination des données statistiques. A moyen et long terme, une

amélioration indispensable du système statistique national sera une condition préalable pour assurer un suivi efficace de la mise en œuvre des ODD, et il conviendrait que le Gouvernement et les partenaires au développement renforcent ce système afin de fournir des données, des informations et analyses pertinentes.

Mise à part ce grand défi de la disponibilité des statistiques pour le suivi de l'Agenda 2030 et des indicateurs des ODD, les défis en matière de coordination des politiques et des interventions des différents acteurs du développement du pays (partenaires au développement, secteur privé, société civile, acteurs politiques), en mobilisation des ressources extérieures et intérieures et en amélioration de la gestion des ressources actuelles pour financer la mise en œuvre effective des ODD sont à noter. Mieux cibler les actions et bien définir les politiques et stratégies les plus propices au développement du pays, et qui traitent réellement des goulots d'étranglement des différents domaines, constituent ainsi une condition *sine qua none*

pour bien asseoir une mise en œuvre réussie des ODD à l'horizon 2030.

C'est dans ce contexte, et à la demande du gouvernement de Madagascar, qu'une mission MAPS (Mainstreaming, Acceleration and Policy Support), a été conduite en avril 2018 avec pour objectif d'aider le pays à identifier les facteurs, obstacles et goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des ODD d'ici 2030 et fournir une batterie d'outils stratégiques au gouvernement pour l'élaboration de futures stratégies et politiques de développement national.

Cette mission est une approche intégrée initiée par les Nations Unies avec l'appui technique du PNUD pour un soutien efficace et cohérent aux Etats membres dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Elle a permis d'engager un dialogue approfondi avec les différentes parties prenantes dans chaque domaine de développement afin d'identifier tous les éléments majeurs qui maintiennent le pays dans une trappe à pauvreté.

La mission MAPS a ainsi provisoirement identifié sept (7) accélérateurs majeurs pour l'atteinte des objectifs de l'agenda 2030, accompagnés de leviers de changement (drivers of change) qui permettent de mettre en œuvre des politiques pour propulser Madagascar dans une trajectoire de développement durable, inclusive et prospère.

Un soutien financier et technique a été aussi fourni par le PNUD pour la participation de Madagascar à la Conférence internationale de haut niveau sur l'économie bleue durable qui s'est tenue à Nairobi, Kenya, du 26 au 28 novembre 2018. Une participation qui a abouti à la conception d'engagements nationaux pour une gestion durable des mers et de ses ressources à l'horizon 2030 en cohérence avec les orientations stratégiques de la Stratégie Nationale de l'économie bleue du pays.

Pour les prochaines étapes, le PNUD entend être un partenaire majeur dans la mise en œuvre des ODD au niveau local ou la « localisation des ODD ». En effet, c'est au niveau local que des politiques cohérentes

peuvent être développées pour relever les multiples défis de la réduction de la pauvreté et du développement durable. L'Agenda 2030 n'aura un effet transformateur que s'il est entièrement mis en œuvre et réalisé au niveau local. Par conséquent, la localisation de l'Agenda est la seule façon d'obtenir des impacts concrets et positifs sur la vie des personnes. Cela implique l'ancrage des ODD dans les pratiques au niveau local, ainsi que la reconnaissance et la valorisation du leadership local pour encourager le changement. A cet effet, la réalisation des ODD dépend plus que jamais de la capacité des gouvernements locaux et régionaux à promouvoir un développement territorial intégré, inclusif et durable qui nécessite de nombreux investissements et une appropriation décentralisée.

La localisation des ODD constitue pour le PNUD une nouvelle opportunité de renforcer son programme d'appui à la décentralisation à Madagascar et de promouvoir de nouvelles formes de gouvernance coopérative (multi-niveaux et multi-acteurs) dans une approche intégrée.

Les perspectives du PNUD, notamment pour l'année 2019, sont de conserver un soutien continue dans le suivi et l'évaluation de l'Agenda 2030 à Madagascar. Pour cela, il est prévu l'élaboration du Rapport zéro de référence sur la situation des ODD qui permettra d'évaluer autant que possible l'évolution de Madagascar depuis l'adoption de l'Agenda 2030 en 2015 et de produire des informations sur la situation de référence. Ces données seront utiles pour tout le processus de planification stratégique et d'alignement des partenaires de développement dans la mise en œuvre des ODD, et permettront aussi de suivre la courbe de Madagascar par rapport aux pays ayant des caractéristiques similaires, et évaluer les progrès réalisés.

7

Accélérateurs majeurs ont été provisoirement identifiés pour l'atteinte des objectifs de l'agenda 2030

Conduire une réforme globale du système politique Malagasy pour sortir de l'instabilité politique récurrente et maintenir la cohésion sociale

A partir des mécanismes traditionnels de justice et de pouvoir tels que les Dina, Fokolony, Fihavanana, améliorer le système judiciaire pour renforcer l'Etat de droit, lutter efficacement contre la corruption et garantir la sécurité

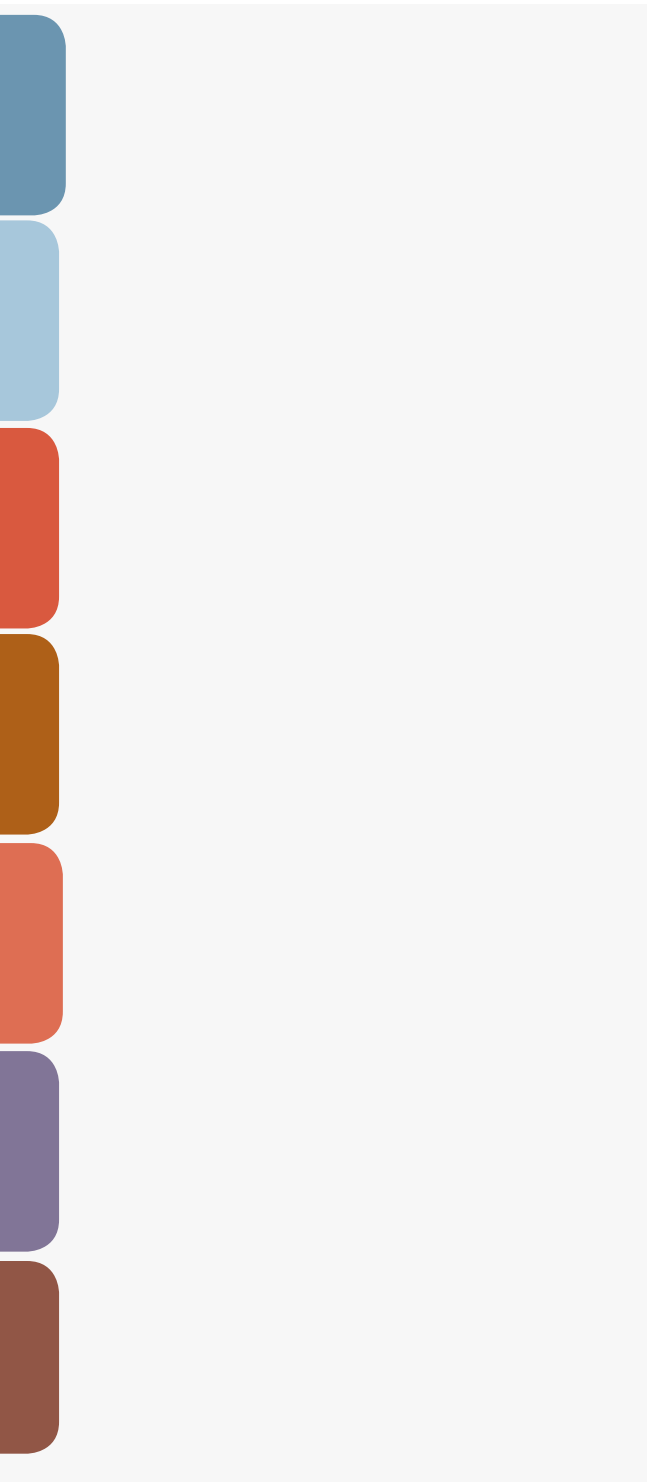
Améliorer l'accès aux services sociaux de base au niveau local en prenant appui sur une décentralisation effective (politique, administrative et financière)

Favoriser un développement rural durable articulé au développement des éco filières et éco-industries pour lutter contre la pauvreté endémique en milieu rural

Accélérer une transformation industrielle basée sur une formation professionnelle accrue des jeunes et des femmes et une amélioration de l'environnement des affaires

Favoriser une inclusion sociale, économique et politique des femmes et des jeunes par un développement rural durable

Assurer une gestion durable des ressources et écosystèmes naturels, marins, terrestres, et forestiers, basée sur un système inclusif et favorable aux populations autochtones



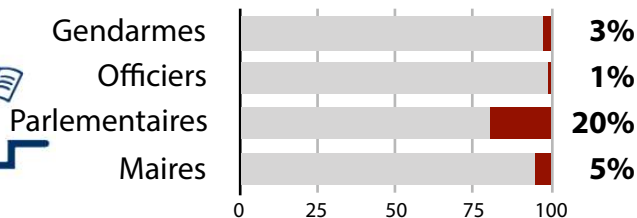




GOUVERNANCE PAIX & SÉCURITÉ

Gouvernance: faits et chiffres à Madagascar

Femmes, responsabilité, société



30%
des femmes
subissent des
violences
basées sur le
genre.

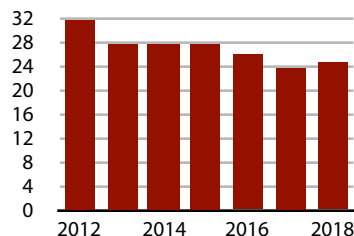
14%
des filles
de 15 à 19
ans victimes
de violences
sexuelles

Lutte contre la corruption



152ème
sur 180 pays

avec un faible indice
de perception de la
corruption à 25/100



(Source: Transparency International, 2018)



Les hommes et les femmes
sont égaux devant la loi
(foncier, héritage), **pourtant**,
selon les us et coutumes, les
femmes ne sont pas héritières.

(Sources: UNFPA, PNUD, Etude effectuée par la
SADC sur le Genre et Développement à
Madagascar, 2012)

Décentralisation



Au plus 3%
des recettes
publiques

vont directement aux communes ou
aux collectivités décentralisées alors
qu'elles sont de 16%
dans la majorité des communes en
Afrique

(Source: MFB, 2017)

Gestion des Risques et des Catastrophes



Perte
▼ 25%

du PIB
à cause des
catastrophes

(Source: CEA, UA, BAD,
PNUD, Rapport sur le
développement durable en
Afrique 2018)

Gouvernance et Etat de Droit



Indice de Gouvernance Mo Ibrahim

31ème
sur 54 pays
d'Afrique

(Source: IAG 2018)

Score obtenu en matière de
situation de l'Etat de Droit

56,5
sur 100

Score obtenu en matière de
participation et droits humains

60,6
sur 100

Plus le score est proche de 100,
plus la situation dans le domaine cité s'améliore

L'approche du PNUD dans le secteur de la gouvernance à Madagascar vise la promotion des institutions et des processus démocratiques transparents et redevables, qui répondent mieux aux besoins des citoyens, en particulier les groupes vulnérables, et qui demeurent fidèles aux exigences de l'État de droit. En se basant sur le programme pays 2015-2019, le PNUD accompagne Madagascar pour que :

- **Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'État de droit aient des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne ;**
- **Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.**

Ainsi, la réponse programmatique du PNUD a été de soutenir les efforts du pays dans la construction de solides systèmes démocratiques et de gouvernance, et à l'instauration d'une justice équitable couplée au renforcement de l'État de droit, sur fond de consolidation de la paix. Concrètement, les appuis du PNUD en 2018 dans le domaine de la gouvernance, de la paix et de la sécurité à Madagascar ont permis de :

- 1. Garantir un processus électoral accepté de tous ;**
- 2. Soutenir une décentralisation effective à tous les niveaux ;**
- 3. Sécurité et autorité de l'État ;**
- 4. Soutenir la transparence, la redevabilité et accès à la justice.**

Les modes de sensibilisations des femmes et des jeunes pour soutenir la participation aux vote ont été dévoilés au grand public pendant l'exposition photographique sur les processus électoraux lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies en octobre 2018.

ELECTORAL ASSISTANCE IN MADAGASCAR



Women and youth at the heart of the electoral process

The ability to hold peaceful, inclusive and transparent 2018 presidential elections will be crucial for Madagascar's social cohesion and development. In order to increase the participation of women and young voters in the annual revision of the voters' roll, the National Independent Electoral Commission (CENI), with support from UNDP, launched a national campaign including road shows, radio & TV ads, face-to-face meetings and school visits. As a result of all these efforts, approximately **350,000 additional women** (4.5 million registered on the roll) and **500,000 additional young voters** (4.1 million on the roll) have been registered in 2018. The project also provides day-to-day technical expertise to the CENI in order to enhance the transparency and the credibility of the electoral process. **More than 360 stakeholders** (political parties, administration, media, civil society organisations) have participated in various discussions throughout the country.



A caravan of auto-rickshaws is crisscrossing the country to promote the electoral roll at the end of 2018.

Pour un cycle électoral
accepté de tous







Le soutien et l'accompagnement de la communauté internationale dont la France, l'Allemagne, la Norvège, l'Australie, l'Afrique du Sud, les Etats Unis d'Amérique, la Corée du Sud, l'Union européenne, la Grande-Bretagne et la Suisse, autour du basket fund ne sont pas à négliger. Cet appui a particulièrement permis au PNUD de jouer un rôle central dans la mobilisation, auprès d'une dizaine de bailleurs de fonds, des ressources nécessaires pour soutenir les élections de 2018. Quant à la mutualisation des ressources de l'État, gérées par la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), avec celles des partenaires techniques et financiers, gérées par le projet SACEM, elle a permis de mener à bien le processus et d'assurer l'efficience et la cohérence des actions grâce à un mécanisme de planification conjointe. Les efforts ont été conséquents. Ils ont démontré que la communauté internationale était en mesure

de coordonner et de mutualiser ses efforts pour une cause commune.

Le 7 novembre le peuple malgache s'est dirigé vers les urnes pour choisir son nouveau leader. Le Président sortant Hery Rajaonarimampianina, qui avait quitté le pouvoir conformément à la Constitution pour se présenter aux élections présidentielles, est battu par deux anciens chefs d'Etat Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Ces derniers se sont affrontés lors du second tour tenu le 10 décembre 2018. Les résultats définitifs de la Commission électorale, les données provisoires ont porté Andry Rajoelina à la Présidence de la République avec 55,6% de voix. L'acceptation de ces résultats pour l'année 2019 qui suit sera également décisive pour le maintien de la paix et de la stabilité.

Réalisations marquantes

Appui aux opérations préélectorales, électorales et postélectorales



Amélioration du système de transmission des données

(réseau de télécommunication VSAT – équipement en 2168 smartphones et 50 BGAM Global Area Network) visant:

- ✓ 24852 bureaux de vote
- ✓ 119 sections de recensement matériel des votes
- ✓ le siège de la CENI et
- ✓ la Haute Cour Constitutionnelle



Audit des deux logiciels

pour le traitement et la centralisation des données électorales de la CENI



Formation en cascade du personnel de la CENI

dans les 6 provinces de Madagascar qui a mobilisé 6000 formateurs et plus de 130 000 participants émanant des bureaux de vote, de la CENI et de l'administration électorale



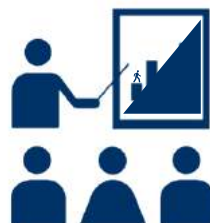
Commande, acheminement et déploiement des imprimés sensibles

et mise à disposition d'experts logistique



Appui en matériels informatiques à la Haute Cour constitutionnelle

Soutien à la communication, l'éducation civique et électorale



Des renforcements des capacités

- ✓ Formation des chargées d'éducation civique et des animateurs en sensibilisation
- ✓ Formation des professionnels des médias : 200 journalistes toutes presses publique et privée confondues à Ampefy, Toliara, Fianarantsoa, Antsirabe, Toamasina, Antsiranana, Mahajanga et Antananarivo – Conception d'un manuel du journaliste malgache en période électorale



819 agents
sensibilisateurs mobilisés

112 caravanes
déployées

Campagnes nationales de sensibilisation de proximité

(JSAN/RALE et sensibilisation au vote) en collaboration avec trois organisations de la société civile : DIBRA ID, KMF/CNOE, Avotra et EISA (Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique) ayant permis de couvrir l'intégralité des districts. La campagne de sensibilisation au vote a mobilisé un total de 819 agents sensibilisateurs et le déploiement de 112 caravanes et de supports de sensibilisation.

A travers le projet SACEM, les appuis techniques et logistiques apportés à la CENI et à la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) ont permis à ces deux institutions phares de mettre en œuvre un processus électoral inclusif, crédible et transparent lors des présidentielles en 2018. Une réussite qui a démontré que le renforcement des compétences et des capacités de ces deux institutions a été central dans la réussite du processus.

Par ailleurs, l'approche du PNUD et de ses partenaires a été de soutenir des aspects décisifs de la crédibilité des élections avec un appui continu, qui prend le processus électoral dans son ensemble, partant de l'adoption d'un nouveau cadre légal, en passant par la révision de la liste électorale et les activités de sensibilisation, jusqu'à l'organisation logistique des scrutins et la collecte des résultats. La collaboration avec la société civile, lors des campagnes de révision du fichier électoral, de sensibilisation et d'éducation civique, a permis de mettre davantage l'accent sur la participation des femmes et des jeunes, notamment dans les provinces les plus reculées. Ce qui a permis au projet SACEM d'accompagner une alternance démocratique réussie dans le pays, sous le leadership du PNUD et le soutien de la communauté internationale.

Amélioration du cadre légal des élections



Vulgarisation du nouveau cadre légal en matière électorale dans les 6 provinces du pays sous le leadership de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) et de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)



Session d'information sur le financement de la campagne électorale



Adoption de codes de bonne conduite pour les médias, les Organisations de la Société Civile, l'administration et surtout les partis politiques.



Inclusion des Forces de Défense et de Sécurité pour sécuriser les opérations électorales dont l'acheminement des résultats. L'objectif est de soutenir l'organisation des Forces de Défense et de Sécurité pour encadrer la sécurité du processus électoral, mais aussi de les informer et de les former sur leurs rôles, leurs obligations et leurs limites dans la mission de sécurisation du processus électoral.

Fiabilisation et inclusivité de la liste électorale

Lancement de l'opération « Guichet unique » (de novembre 2017 au 31 janvier 2018) en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et la CENI qui permet, au sein d'un seul point de contact, la délivrance d'une Carte d'Identité Nationale (CIN), sur la base d'un Jugement Supplétif d'Acte de Naissance (JSAN) suivie d'une inscription sur la liste électorale à l'occasion de la session de révision annuelle de la liste électorale (RALE), du 1er décembre 2017 au 31 janvier 2018. L'opération a permis la délivrance de 319 830 cartes d'identité nationale et comptabilise 265 048 inscriptions supplémentaires sur le fichier électoral dans le cadre de cette opération (141 695 femmes et 123 353 hommes).



319 830
CIN délivrées



265 048
inscriptions
supplémentaires
sur le fichier électoral

Opération de Révision Annuelle de la Liste Electorale (RALE) :



+ de 650 000
nouveaux électeurs
dont plus de
50% sont des
femmes

Les femmes représentent 46% du fichier électoral. La représentation des jeunes dans le fichier électoral est en hausse de 41,98%.

Appui en matériels



- ✓ Rubans Tally : 250
- ✓ Cartouches : 800
- ✓ Papiers listing : 1 200 000
- ✓ Ordinateurs : 40

Réalisation d'une cartographie électorale



- ✓ Mise à disposition de 119 GPS
- ✓ Production d'un atlas électoral associée à la formation de 119 responsables informatiques de la CENI au niveau des districts.

Audits du fichier électoral :



Deux audits
par la CENI/SACEM et OIF

avec l'appui des organisations de la société civile et des représentants des candidats à l'élection présidentielle.

Réalisations marquantes



2 sessions d'audiences foraines

ont été effectuées à Isoanala, Juridiction du Tribunal de Première Instance de Betroka



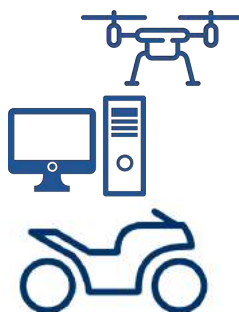
3 Cliniques Juridiques

sont mises en place et opérationnelles dans les districts de Betroka, Ihosy et Ambovombe



10 communes

ont mis place leurs structures locales de concertation



Dotation de moyens de travail dont

- ☑ des matériels informatiques et des mobiliers au District de Betroka
- ☑ des matériels informatiques et roulants (les motocyclettes) aux Forces de Défense et de Sécurité de Betroka
- ☑ des matériels de surveillance aérienne (les drônes)



24 noyaux durs,

membres de la structure locale de concertation formés



L'organe de coordination de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

est opérationnel et dispose de compétences nécessaires pour la mise en œuvre de la RSS.



151 acteurs clés issus de la **Société du Port à Gestion Autonome de Toamasina (SPAT)** ont été sensibilisés à la lutte contre la corruption pour minimiser les risques de corruption dans le projet d'extension du port de Toamasina.



Renforcement des capacités de 23 magistrats par les experts de l'École Nationale de la Magistrature de France et de l'École Nationale de la Magistrature et des Greffes de Madagascar



Dotation de kits informatiques et de mobiliers au Pôle Anti-Corruption d'Antananarivo et à la coordination nationale afin de le rendre plus opérationnel.



1086 visiteurs dont au moins **60% des femmes**

Information du public sur les missions et activités du Parlement et des parlementaires à travers l'organisation de Journées Portes Ouvertes (JPO) du Parlement à Mahajanga



Sensibilisation des acteurs à travers les outils (affiches, dépliants, boîte de doléances et mise en place de la cellule anticorruption.



5 émissions télé et radio de l'Assemblée Nationale 4 du Sénat produits et diffusés et rediffusés sur la radio et télévision nationale ; une suite aux diffusions déjà entamées en 2017



11 757 personnes vulnérables

dont 80% sont des femmes

Bénéficiaires des services des cliniques juridiques soutenues par le PNUD situées à Antananarivo, Toliara, Tolagnaro, Manakara, Farafangana, Mananjary, et celles à Ambovombe, Ihosy et à Betroka qui ont été mises en place en 2018.

"Grâce à la réhabilitation du marché de Zébu de Beloha, nous arrivons enfin à capter les taxes dues aux ventes. Avec ces nouvelles ressources j'envisage d'agrandir le marché de Beloha pour augmenter les flux commerciaux avec les communes avoisinantes." Maire de la commune de Beloha qui a bénéficié du réaménagement de son marché de zébu.





Soutenir une décentralisation effective à tous les niveaux

Les 1600 communes réparties au sein des 119 districts caractérisent la carte administrative de Madagascar. La Région Androy et les 58 communes qui la composent, quant à elle, possède le taux de pauvreté le plus faible du pays (96,7%) et demeure parmi les régions à plus fort retard de développement humain à Madagascar. Un constat qui a poussé le PNUD à orienter ses appuis vers la promotion des mécanismes pour l'effectivité des transferts de compétences et des ressources vers les collectivités, afin de soutenir le développement des régions.

Concrètement cela a consisté à fournir aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) du Grand Sud de Madagascar, surtout la région Androy, les moyens de relever les défis liés à la croissance locale et régionale, l'insécurité alimentaire, la gouvernance locale, la dégradation de l'environnement, le changement climatique et l'inégalité socioéconomique. Une décentralisation effective est indissociable des efforts de développement durable et de réduction des inégalités. Pour cela, le PNUD a déployé une approche en « **paquet d'appuis complets** » qui combinent la mobilisation des ressources

locales, à la planification du développement et à la fourniture de biens matériels. Une approche qui renforcera l'autonomie financière des CTD face à la réduction des ressources de l'Etat, et qui les placera au cœur de leur développement.

Sous le leadership du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, 9 initiatives d'intercommunalités, impliquant 58 communes de la région Androy, ont été techniquement appuyées par le PNUD avec un accent particulier sur la planification du développement et la mobilisation des ressources locales, car des communes plus performantes seront plus à même de concrétiser les actions de développement, maintenir la cohésion sociale et gagner la confiance des citoyens. Ces communes ont pu mettre en place en 2018 leurs Structures Locales de Concertation (SLC) qui permettent la participation de tous les acteurs, notamment celle des femmes et des jeunes, aux plans de développement locaux, ou encore la définition de l'Indice de Gouvernance Locale (IGL). Grâce aux SLC les préoccupations des femmes et des jeunes ont été reflétées dans les Plans de développement local, intégré

et inclusif, soulignant l'importance d'une planification inclusive afin que les priorités de développement ne laissent personne de côté.

L'amélioration des infrastructures avec l'appui du PNUD dans l'Androy (bureaux des municipalités, places de marché...) a également permis à la population de recevoir des meilleurs services (délivrance des actes d'état-civil, sécurisations foncières...). 607 bénéficiaires ont été impliqués dans l'initiative de sécurisation foncière, ce qui a permis aux titulaires de certificats fonciers d'exploiter leurs terres en toute quiétude. Par ailleurs, grâce aux appuis techniques du PNUD, la Police et la Gendarmerie Nationale ont intégré les compétences de police de proximité dans leurs formations pour renforcer la prévention de conflits et de crimes, et contribuer ainsi à la consolidation de la paix au niveau décentralisé.

L'implication des agents du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation dans l'accompagnement des collectivités sur le terrain a été déterminante dans la réussite d'un certain nombre d'activités comme la mise en place des Structures Locales de Concertation, l'élaboration des plans locaux,

l'établissement de l'Indice de la Gouvernance locale (IGL). Non seulement, cette implication de la partie nationale s'est avérée plus efficiente, mais elle a également favorisé une appropriation nationale et renforcé les interactions entre les structures centrales et locales. Les 3 symposiums régionaux ont donné l'opportunité aux acteurs locaux de mettre en évidence les réalités de la mise en œuvre de la décentralisation via leurs retours d'expérience. Les bonnes pratiques ont également pu être révélées permettant ainsi d'identifier les approches et stratégies qui pourraient être mise à l'échelle.

Le partenariat entrepris par l'Union Européenne, le Fond International de Développement Agricole (FIDA) et le PNUD pour la mise à jour du Plan Régional de Développement (PRD) de l'Androy constitue une dynamique d'accompagnement visant à réduire la vulnérabilité de cette zone sujette aux crises humanitaires. Le dernier PRD datant de 2010, il est primordial pour la région Androy de disposer d'un document stratégique et de planification lui permettant de développer sa résilience, et d'exploiter son potentiel économique et social.



Photo: Marché de Zébu de la commune de Beloha/Androy.
En à peine une année, la réhabilitation du Marché de Zébu de la Commune a connu une hausse de plus de 40% de ses recettes.

Photo: Un agent de l'état civil de la commune d'Abovombe/Androy.
Des communes plus performantes permettent non seulement de concrétiser les actions de développement, mais également de gagner la confiance des citoyens afin qu'ils contribuent à la vie de la cité.

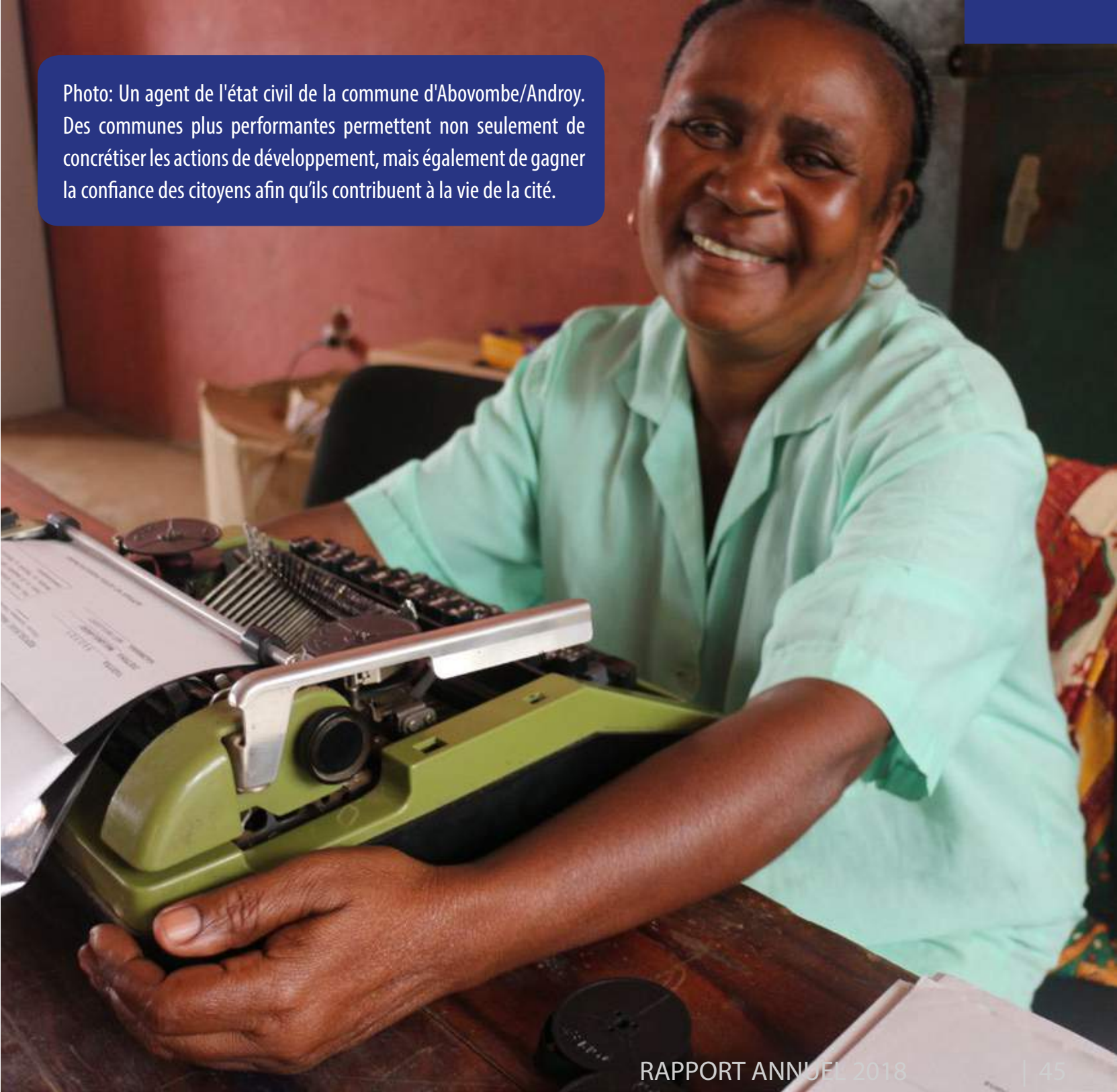


Photo : Inauguration du Pôle Anti-corruption d'Antananarivo
La mise en place du premier Pôle Anti-Corruption n'est qu'un premier jalon. La population malagasy attend maintenant des résultats concrets et palpables à travers sa présence dans le système judiciaire de Madagascar, et l'amélioration du classement de Madagascar sur l'Indice de Perception de la Corruption.



Transparence, redevabilité & accès à la justice

La lutte contre la corruption reste un des défis majeurs de la grande île. Sous le leadership du Ministère de la Justice, l'assistance technique et financière du PNUD rendu opérationnel le premier Pôle Anti-Corruption (PAC) en juin 2018. Une juridiction spécialisée dans la lutte contre la corruption et les infractions financières qui a vu le jour à la suite de long processus entamés depuis 2015. La mise en place de cette juridiction est l'aboutissement d'un long processus lancé en 2016 qui a abouti à l'adoption de la loi sur les PACs, au recrutement et à la formation des magistrats et du personnel de la Coordination Nationale des PACs, à l'équipement matériel, informatique et roulant, et enfin à la réhabilitation de ce bâtiment.

Il est beaucoup attendu de cette juridiction qui a permis au pays de franchir un palier dans le domaine. Depuis sa mise en place en Juin 2018, 36 condamnations sur les 64 prévenus ont été prononcées dans le cadre de la lutte contre la corruption. Et pour la première fois depuis 2012, le score de Madagascar dans le classement de l'Indice de Perception de la Corruption s'est amélioré passant de 24 en 2017, à 25 en 2018.

Néanmoins, les défis en termes de lutte contre la corruption n'en demeurent pas moins d'actualité. Bien que le gouvernement ait progressé avec la mise en place du Pôle anti-corruption, et que le BIANCO ait pu conduire des actions notables sur des dossiers emblématiques ayant mobilisé l'attention de l'opinion publique nationale et internationale, les deux projets de lois sur le recouvrement des avoirs illicites et sur la lutte contre le blanchiment de capitaux sont incontournables pour maintenir ces avancées. Une décentralisation des PAC, avec une installation progressive dans les provinces devra également élargir le spectre de la répression, et lutter contre l'impunité.

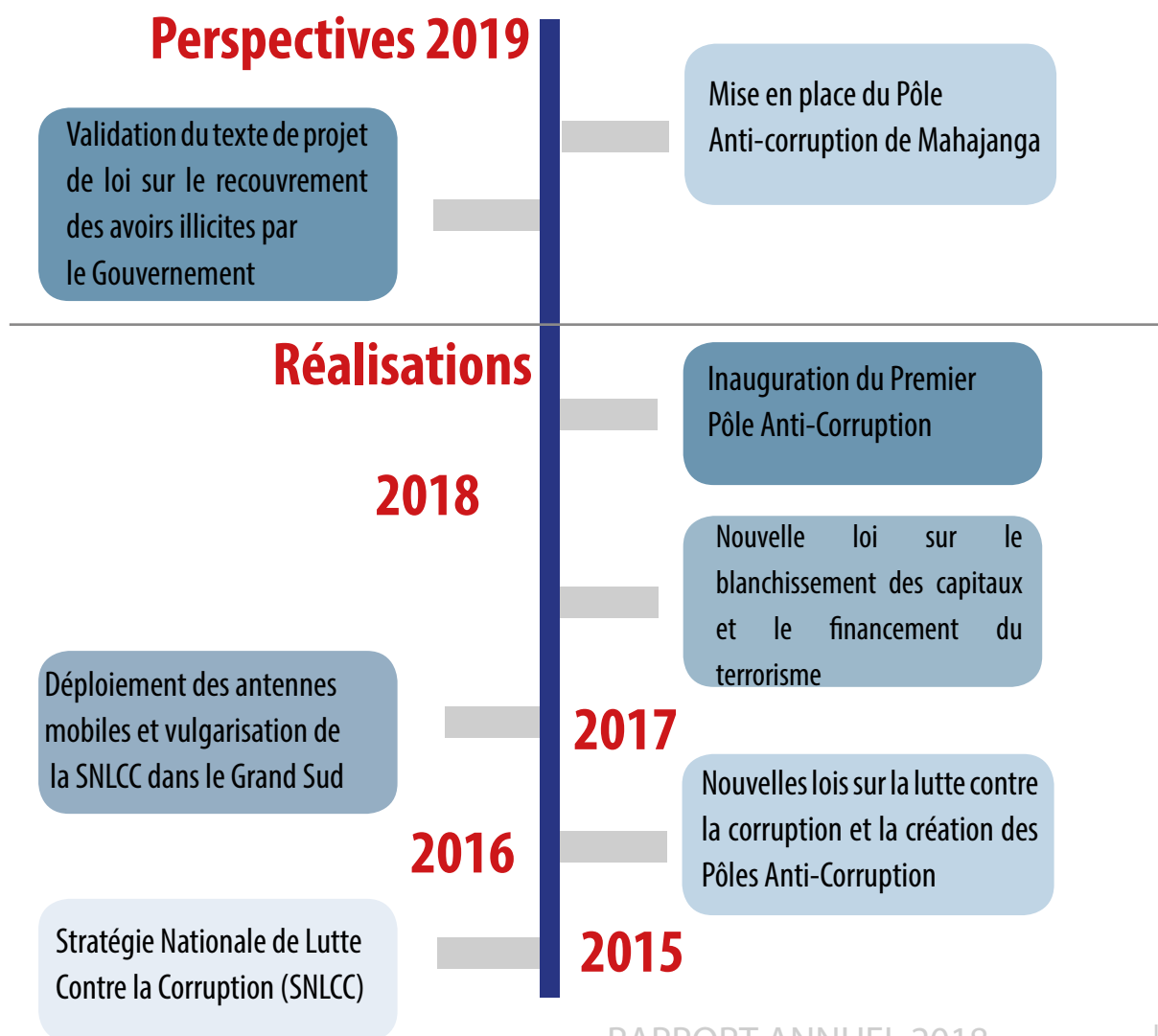
L'expertise du PNUD en matière de lutte contre la corruption a été également mise à la disposition d'autres acteurs dans le cadre d'une collaboration avec l'Agence Japonaise de Coopération Internationale - JICA, permettant ainsi de porter la lutte contre la corruption dans des secteurs clés des ressources de l'Etat.

Une cellule Anti-corruption a été mise en place au sein du port de Toamasina, premier

port du pays.

Des cellules de veille et d'interpellation ont également pu être opérationnelles au sein des Ministères de tutelle : Ministère des Finances et Budget, et le Ministère du Transport et de la météorologie.

Les Réseaux Honnêteté Intégrité méritent d'être mentionnés. En 2018, les activités de ces organisations d'écoliers ont permis de toucher plus de 8000 jeunes sur les aspects liés à une « jeunesse sans corruption, responsable, citoyenne et engagée dans le processus de développement du Pays ».



Par ailleurs, l'approche du PNUD est de coupler la lutte contre la corruption à des actions ciblant à la fois les représentants de l'Etat, les élus, et de soutenir l'existence de systèmes judiciaires efficaces et accessibles à tous.

La collaboration avec le Ministère de la Justice et les pools d'avocat a permis au PNUD de se forger une expertise particulière dans l'amélioration de l'accès à la justice. Ce qui a conduit à de grands résultats avec des impacts significatifs dans ce domaine.

Les dispositifs de proximité comme les cliniques juridiques constituent un véritable recours pour les personnes les plus vulnérables. L'appui aux audiences foraines et au renforcement technique des Tribunaux de Première Instance (TPI) a globalement permis d'améliorer de 58% le pourcentage relatif à l'accès à la justice en 2018 contre 52% en 2017, mais aussi de désengorger les tribunaux et autres structures de conciliation. Des chiffres justifiés par la sollicitation accrue de ces structures qui constituent, notamment pour les femmes, une alternative aux voies judiciaires habituelles.

Dans le cadre d'une stratégie de mise en échelle, 3 nouvelles cliniques ont été mises en place avec l'appui du PNUD dans le sud du pays, une zone où un sentiment de marginalisation et d'insécurité anime les populations, ce qui a conduit à un manque de confiance aux systèmes sécuritaires et judiciaires.

Le dispositif des cliniques juridiques appuyées par le PNUD soutient une meilleure protection des droits de l'homme ainsi qu'un désengorgement des services administratifs et judiciaires, contribuant ainsi à la restauration de l'Etat de droit. Le nombre cumulé des bénéficiaires s'élève actuellement à 11 757 personnes vulnérables dont 80 % sont des femmes.

Une culture de la transparence, de la redevabilité et de l'intégrité a été soutenue par le PNUD au sein des institutions démocratiques et de l'Etat de droit. Ainsi, les émissions radios et télévisées mettant en avant les missions du Parlement ont permis de mieux informer le public sur le rôle des institutions de redevabilité. Une dynamique qui a été suivie par l'organisation des

journées portes ouvertes du Parlement dont la première avait été lancée en 2017 dans la capitale. En 2018, les journées portes ouvertes ont été tenues dans la province Mahahjanga, touchant ainsi 1086 citoyens. Un succès qui prouve de l'engouement du public à demander davantage de redevabilité de la part des institutions publiques.

Pour la suite du cycle, le PNUD et ses partenaires entendent maintenir l'impact des cliniques juridiques sur l'accès à la justice des plus vulnérables et au maintien de la cohésion sociale. Pour cela, la stratégie de pérennisation et d'autonomisation de ces dispositifs implique une implication financière accrue du Ministère de la Justice. En ce qui concerne la lutte contre la corruption, l'adoption des textes fondamentaux comme le projet de loi sur le recouvrement des avoirs illicites demeure une grande priorité.

Le PNUD entend également intensifier ses plaidoyers avec la partie nationale à travers différents canaux comme le Groupe de Dialogue Stratégique, un espace de dialogue entre le gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers.

Séance d'entraînement des éléments de la Gendarmerie nationale de Betroka à la manipulation d'instruments de surveillance aérienne; Une dotation du PNUD, financée par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.





Sécurité & Autorité de l'État


Le PNUD s'est concentré sur l'accompagnement des institutions malagasy dans la réforme du secteur de la sécurité sur le plan national, et le renforcement de l'autorité de l'Etat pour le Grand Sud, une zone requérant une attention particulière en matière de stabilisation, protection des droits humains, lutte contre les discriminations et protection des populations les plus vulnérables.

Pour cela, l'opportunité offerte par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF), associée à l'expertise du PNUD dans l'accès à la justice, avec la collaboration de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), a créé des cadres d'interventions pouvant atténuer le sentiment de marginalisation et d'insécurité des populations du sud du pays, ainsi que la circonspection et le manque de confiance et de moyens des autorités locales ainsi que des forces de défense et de sécurité. Une finalité qui a conduit le PNUD à soutenir l'État malgache dans le déploiement de stratégies de sécurisation du Grand Sud, tout en appuyant techniquement les corps des forces de sécurité. Un accent particulier a été mis sur le rapprochement des systèmes sécuritaires et

judiciaires avec la population.


Les espaces de dialogues tels que les audiences foraines ont fortement permis de lever les doutes entre les forces de l'ordre, les autorités locales et la population en pointant du doigt les repères de tension, apparents ou non, qui nourrissent la haine et la méfiance. Cette utilisation du dialogue communautaire a ouvert le pas à une démarche inclusive de la restauration de la sécurité et de partage de responsabilité entre parties prenantes. Globalement, cette approche a fourni une réponse holistique face au phénomène d'insécurité et de marginalisation de la population dans le sud du pays, qui a été également suivie au niveau national par l'appui à la réforme du secteur de la sécurité.

Il est important de noter que la mutualisation des expertises couplée à une coordination des interventions entre différentes agences des Nations Unies a permis de déployer un paquet d'intervention multisectoriel et intégré, répondant aux réalités du terrain et aux exigences du « *One UN, Unis dans l'action* ». Une exigence qui prône la mise en œuvre conjointe des programmes afin d'avoir



une présence et des cadres d'interventions cohérents et complémentaires entre différents agences. C'est ainsi que pour le projet ARSSAM, alors que le PNUD a soutenu la gouvernance locale, les interventions d'UNICEF et de HCDH ont permis d'aborder les aspects liés aux changements sociaux et à la promotion des droits humains.

Pour l'année 2019, de grands défis seront à relever tels que la finalisation de la vision nationale de sécurité, ou encore la transition entre les opérations de sécurisation menées par les FDS et les actions plus pérennes comme l'opérationnalisation des postes avancés de la gendarmerie dans les zones les plus reculées et le renforcement de la confiance entre ces derniers et la population sur place. Le PNUD continue mener des dialogues au niveau stratégique pour lever ces contraintes et maintenir ces acquis.



Dans l'Androy, l'approche *argent contre travail assorti d'épargne* a permis de fournir un emploi temporaire à plus de 300 personnes vulnérables en misant sur des travaux de réhabilitation qui profitent à tous comme les routes ou les barrages.



CROISSANCE INCLUSIVE & RÉDUCTION DES INÉGALITÉS



Réduire la vulnérabilité des femmes implique qu'elles disposent de ressources permettant de lancer des activités génératrices de revenus, ou encore de faire face à la perte soudaine de revenus. Le PNUD a accompagné la mise en place de systèmes d'épargne collective à travers les Groupements Communautaires d'Entraide Villageois (GVEC).







Le Plan d'Action de Programme de Pays signé par le Gouvernement de Madagascar et le PNUD pour la période 2015 à 2019, prévoit deux grands défis à relever pour contribuer à la croissance inclusive et à la réduction des inégalités du pays. Ils touchent d'une part le renforcement des rôles et responsabilités des institutions et des acteurs nationaux et locaux dans la promotion du développement tant au niveau national qu'au niveau régional, et d'autre part, les populations elles-mêmes, notamment les plus vulnérables afin de faciliter l'accès aux opportunités de revenus et d'emplois associé à l'amélioration de leurs capacités de résilience.

En 2018, les grands chantiers menés avec le gouvernement de Madagascar ont considéré l'amélioration du système statistique de Madagascar et de la prévision macroéconomique, la consolidation des efforts pour une meilleure gestion du budget de l'Etat et la mobilisation des ressources internes et externes, le renforcement du climat des affaires, du tissu économique et de l'entrepreneuriat ainsi que les contributions à la résilience et au relèvement de la région Androy.

Inégalités et croissance : faits et chiffres à Madagascar

Situation de pauvreté



Indice de Développement Humain

0,519

Afrique Sub-Saharienne: 0,537
Monde: 0,717

Madagascar est au 161ème rang sur 189 pays selon les valeurs de l'Indice de Développement Humain (IDH) en 2017

(Source: PNUD, Indices et Indicateurs de développement humain 2018)



97 %

de la population de l'Androy vit en dessous du seuil de pauvreté

(Source: RNDH 2017)

Fortes disparités régionales en termes de taux de pauvreté. Dans certaines régions du Sud et du Sud Est, la quasi-totalité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté

Croissance économique



424 USD
par habitant
de Produit
Intérieur Brut

4ème rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par habitant



Estimation du taux de croissance

(Source: Banque Mondiale, 2018)

Environnement des affaires



- ☑ L'accès à l'électricité,
- ☑ L'obtention d'un permis de construction
- ☑ L'accès au crédit,
- ☑ L'enregistrement des droits de propriété
- ☑ L'application des contrats

à améliorer compte tenu de la précarité du pays par rapport à d'autres pays du classement Doing Business 2018

(Source: Notation dans le Rapport Doing Business, 2018)

Ressources pour le développement



- ☑ Un pays orphelin des aides qui sont encore inégalement réparties dans les régions
- ☑ Une Aide Publique au Développement sensible à la stabilité politique, relevant à 95% des bailleurs internationaux, notamment les multilatéraux

La région Androy reçoit **13%** des aides obtenues au titre de 2017

(Source: RCD 2017)

Population active



86 % des femmes malgaches



90% des hommes malgaches

sont actives économiquement

(Source: Rapport Global Gender Gap, 2016)

L'emploi marqué par les défis du secteur réel: déséquilibre au profit des emplois informels (92% de la population active) connus pour leur précarité et l'absence de toute forme de protection sociale.

Source: Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel 2012)

Réalisations marquantes



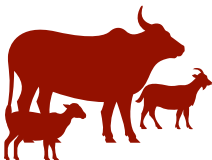
L'ossature d'une base des données du Système National Intégré de Suivi et d'Evaluation (SNISE) mise en place et prête à être alimentée en informations.



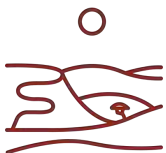
Un nouveau modèle de prévision macroéconomique utilisé par le Ministère en charge de l'Economie et du Plan



Des variétés et les transformations possibles du cactus de l'Androy identifiés pour mieux exploiter la filière étant donné le potentiel de la production dans la région



Une enquête sur le cheptel de l'Androy réalisée



70ha de terrains cultivables environnants les dunes de Faux Cap de nouveau exploitables



Diagnostic des pratiques favorisant le bien être, le développement économique et l'ascension sociale dans l'Androy réalisé



Un Observatoire Indépendant des Marchés publics (OIMP) créé



Une Mercuriale des prix mis en place pour 9 régions



L'adressage des contribuables de 29 quartiers de l'arrondissement de Morarano à Toamasina finalisé



5115 nouveaux bénéficiaires du cash-épargne
*dont **3950 individus** ont créé des activités génératrices de revenu*



145 km de pistes rurales dans les districts de Beloha, Ambovombe et Bekily réhabilitées





Amélioration du système statistique et de la prévision macroéconomique

Le PNUD a appuyé la mise en place de l'ossature d'une base des données du Système National Intégré de Suivi et d'Évaluation (SNISE), et doté le Ministère de l'Économie et du Plan de matériels pour son opérationnalisation. Les techniciens et les planificateurs disposent ainsi d'un outil performant pour le suivi et l'évaluation des politiques sectorielles ou de développement régional (production et mise à disposition d'indicateurs pour le suivi des politiques, meilleure évaluation des programmations). Avec cette base de données du SNISE, il est dorénavant possible d'avoir périodiquement les informations nécessaires au pilotage d'une politique nationale ou régionale.

Le Ministère de l'Économie et du Plan (MEP) dispose également d'un modèle de prévision macroéconomique permettant d'estimer, entre autres, l'impact sur la croissance d'une mesure de politique économique prise et surtout de faire le cadrage macroéconomique. Une douzaine de cadres et des techniciens du MEP, de Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse Économique à Madagascar (CREAM) et de l'Institut National de Statistique (INSTAT) ont bénéficié de formations sur

la prévision économique et disposent de compétences renforcées en prévision de séries et vecteurs temporels.

Le PNUD a également appuyé les agents de la Cour des Comptes concernés dans la finalisation des comptes nationaux en les dotant d'appareils modernes et performants.

En partenariat avec l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF), une enquête sur les indicateurs de référence en matière de développement d'initiatives contribuant à l'amélioration des revenus des populations vulnérables a été réalisée pour permettre une meilleure formulation des programmes de lutte contre la pauvreté développés avec le Ministère en charge de l'Économie et les Parties prenantes. Une initiative qui permettra de mieux mesurer les résultats et évaluer les impacts des réalisations.



Groupe "Gouvernance" (7)
- Robert - Tika
- Moussa - Robert
- Jaso - Ahika
- Fortat - Bingaly
- Samy - Hansen

Groupe S&E (26)
- Germain - Jean-Christian
- Christian - Aimée
- Leno - Loy
- Estance - Joko
- Jaso - Nina
- Mable
- Bojary Thomas

Groupe Cap
- Leonard
- Feno
- Derasoa
- Jean Michel
- Samuel

Groupe Economie (13)
- Georges
- Aimée - Aimée
- Boniface - Fetra
- Haja
- Fortinat Toussaint
- Rasoa

Bâtir des politiques et stratégies nationales de croissance inclusive implique un travail concerté entre les acteurs au développement afin de maximiser les impacts et coordonner les interventions.



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



Au service
des peuples
et des nations

RAPPORT NATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN MADAGASCAR 2018

Développement humain et mobilisation des ressources intérieures





Gestion du budget et mobilisation des ressources

Le PNUD a contribué à la réinstauration de la programmation pluriannuelle du budget et des Cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) global et sectoriel par la mise en place d'un guide méthodologique et l'évaluation de la mise en œuvre du processus au niveau de six ministères pilotes. Des recommandations d'amélioration du processus ont mises à la disposition du Ministère des Finances du Budget, et ceux en charge de l'Agriculture, les Travaux publics, l'Education Nationale, la Santé publique, et de la Fonction publique.

Un accent particulier a été mis sur le contrôle et le suivi des marchés publics en 2018. Hormis les formations des cadres des collectivités territoriales décentralisées, des entités administratives, des représentants de la société civile et du secteur privé sur le Code des marchés publics, les prix de référence des articles de la nomenclature des éléments des marchés publics sont disponibles pour 09 régions (Analamanga, Atsinanana, Boeny, Haute-Matsiatra, Sofia, Vakinankaratra, Anosy, Diana, Vatovavy Fitovinany) grâce à une enquête de prix de référence réalisée grâce à l'appui du PNUD au Ministère des Finances et du Budget.

La mise en place de la Mercuriale de prix pour les articles achetés par l'Administration vise à réduire la corruption, les surfacturations, source de gaspillage des deniers publics.

Un Observatoire Indépendant des Marchés Publics (OIMP) est par ailleurs établi en partenariat avec le réseau de la société civile ROHY et en consultation des parties en tant qu'organisation non gouvernementale indépendante qui fera le suivi de la crédibilité des processus de passation des marchés publics.

Pour appuyer la mobilisation des ressources du pays, le PNUD a soutenu le renforcement de la transparence des mécanismes de coordination des partenaires techniques et financiers et du suivi de leurs engagements et des investissements réalisés. Le Secrétariat Technique Permanent à la Coordination de l'Aide (STPCA) se trouvant au niveau de la Primature et l'Organisme de Coordination et de Suivi des Investissements et de leurs Financements (OCSIF) ont particulièrement bénéficié de cet appui en matière de coordination et de suivi des investissements et de leurs financements effectifs.

Un document stratégique sur la coopération au développement a été également élaboré et remis au gouvernement. Avec ce document, les décideurs politiques détiennent les différents diagnostics, analyses et recommandations sur le paysage de l'aide au développement à Madagascar. Par ailleurs le manuel de procédures qui accompagne ce document donne une lecture détaillée de l'archétype, des structurations, des missions et responsabilités rattachées aux différentes institutions publiques et aux partenaires au développement.

Enfin, et toujours dans l'appui à la coopération au développement, le PNUD a tenu une place principale dans l'organisation des réunions du Groupe de Dialogue Stratégique (GDS) et du Groupe de Dialogue Stratégique Restreint - deux cadres de réflexion réunissant le gouvernement malagasy et les partenaires internationaux co-présidé par le Premier Ministre et le Coordinateur Résident du Système des Nations Unies. Globalement, cet appui s'inscrit dans la contribution du PNUD au Bureau du Coordinateur Résident du Système des Nations Unies à Madagascar dans le suivi des décisions majeures et négociations

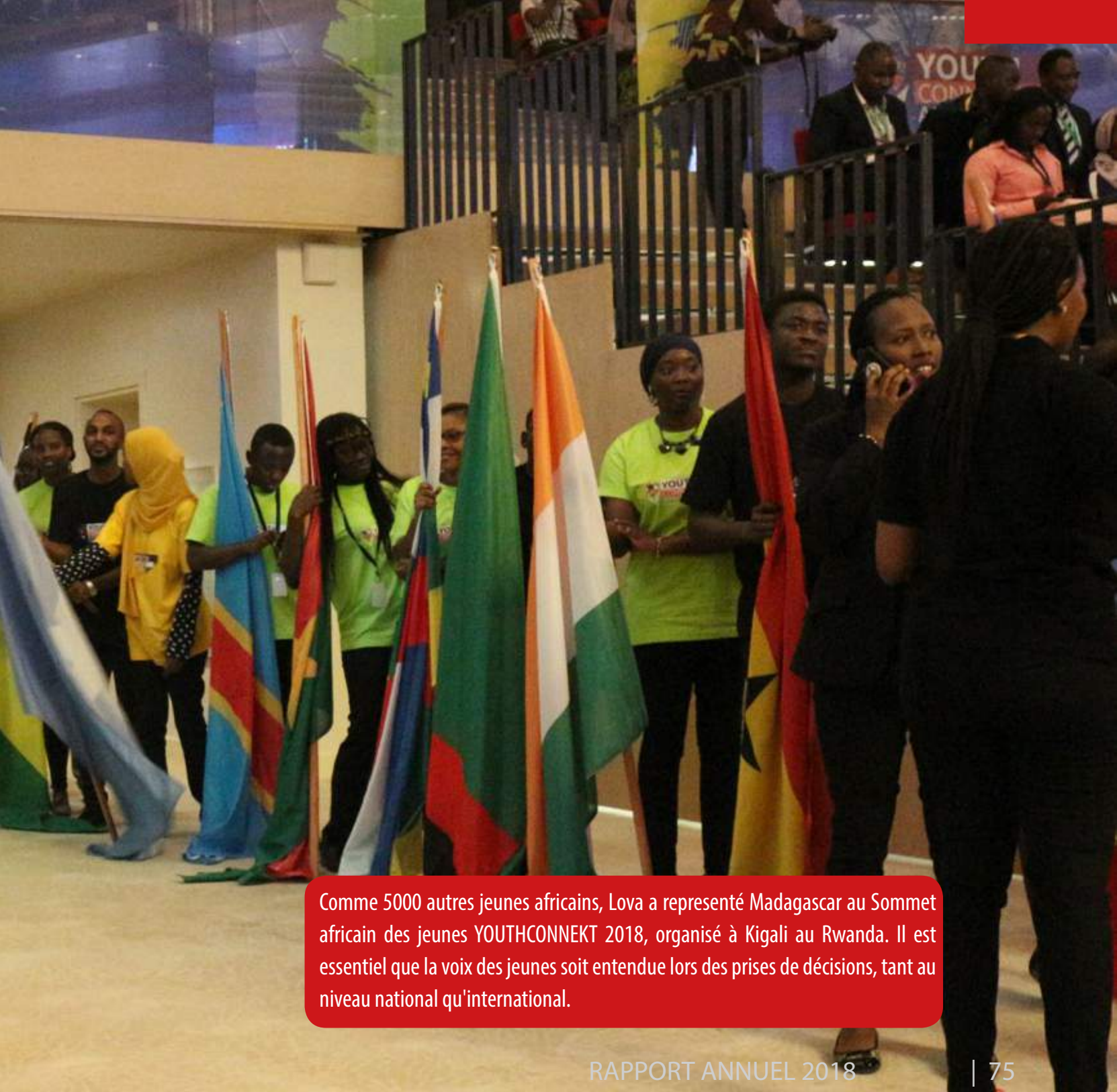
entre le pays et les partenaires internationaux dans les domaines de la paix, de la sécurité, des crises humanitaires et du développement.

Au niveau local, la capacité de la Commune urbaine de Toamasina dans l'identification des contribuables et le recouvrement des impôts lui revenant a été renforcée. Appuyée par le PNUD, la Direction Régionale des Impôts de Toamasina a amélioré la gestion et le suivi des dossiers des contribuables avec l'adressage des 29 quartiers de l'arrondissement de Morarano.



Amélioration du climat des affaires, renforcement du tissu économique et entrepreneuriat





Comme 5000 autres jeunes africains, Lova a représenté Madagascar au Sommet africain des jeunes YOUTHCONNECT 2018, organisé à Kigali au Rwanda. Il est essentiel que la voix des jeunes soit entendue lors des prises de décisions, tant au niveau national qu'international.

Sous le leadership du Ministère de l'Économie et du Plan, des renforcements de capacités des acteurs nationaux travaillant pour l'amélioration du climat des affaires et la promotion d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat au niveau national et en particulier dans le Sud de Madagascar ont été menés. 22 Directions régionales du Commerce et de la Consommation sont maintenant mieux outillées pour assurer un meilleur contrôle et maintien des prix, notamment les prix concernant les produits de première nécessité. 24 formateurs des 22 régions de Madagascar sont désormais également aptes à former les opérateurs économiques sur le système minimal de trésorerie.


Dans l'Androy, grâce à l'appui du PNUD à la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) visant la dynamisation du tissu économique de la Région, une base de données des opérateurs, un mécanisme de leur recensement ainsi qu'une cartographie des opportunités agricoles et des offres de services en faveur des opérateurs et la promotion de la filière porteuse sont désormais disponibles auprès de l'institution.

Le renforcement de capacité des opérateurs économiques de l'Androy sur la passation de marchés en partenariat avec la CCI de la Région a été un coup de pouce pour qu'ils soient en mesure de saisir les opportunités de marchés.

Une sensibilisation des opérateurs sur l'importance du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) et leur recensement a été réalisée en collaboration avec le Tribunal, l'INSTAT et le centre fiscal dans les 4 districts de l'Androy.

Des dialogues public-privé ont été institués dans la Région Androy et Anosy pour permettre aux opérateurs économiques et à l'Administration de se concerter sur l'amélioration du climat des affaires dans ces régions. Ceci capitalise l'élaboration d'un Guide pratique de Dialogue Public et Privé aux niveaux Central et Régional, conçu conjointement par le Ministère en charge de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé et le PNUD.

Pour appuyer les efforts d'identification de secteurs porteurs et mieux développer les chaînes de valeur, le PNUD a appuyé la



réalisation d'une enquête sur les cheptels de l'Androy – une réalisation menée avec l'INSTAT, le Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Elevage, et le Ministère en charge de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé. Une étude portant sur les variétés et les transformations possibles du cactus de l'Androy a été également réalisée pour aider les parties prenantes à développer la filière.

Depuis 2017, des équipes du PNUD, aux compétences variées et complémentaires, sont déployées dans la Région Androy afin d'être au plus proche des populations bénéficiaires. Une présence qui a pour but d'épauler les directions régionales des Ministères impliqués dans le Plan de relèvement et de résilience pour les Districts les plus affectés par la sécheresse.





Capacité de résilience et de relèvement de l'Androy



A Faux Cap/Androy, les dunes de sables ont envahis les cultures d'une population qui possède déjà très peu de moyens de subsistance. Avec les chantiers *argent contre travail assorti d'épargne*, les dunes sont fixées pour sauver les champs, moyennant un salaire à ceux qui en ont le plus besoin, et une épargne à la fin des travaux permet le lancement d'activités génératrices de revenus.



Les chantiers *argent contre travail assorti d'épargne* menés par le PNUD dans l'Androy ont permis d'impacter sur les conditions de vie de 5115 nouveaux bénéficiaires issus des ménages vulnérables. Ces chantiers ont visé la réhabilitation d'infrastructures communautaires clés soutenant l'amélioration de la productivité des populations, tout en permettant aux plus vulnérables d'avoir un emploi temporaire et de disposer d'un fonds de démarrage pour une activité génératrice de revenus.

En 2018, près de 4000 hommes et femmes ont créé de nouvelles activités génératrices de revenus grâce aux épargnes constituées et à l'éducation financière dont ils ont bénéficié.

Face au phénomène des dunes mouvantes de Faux Cap Betanty à Tsihombe, des plantes rampantes et des brise-vents ont été plantés sur 2ha de dunes en 2018 pour permettre à 70ha de terrains cultivables environnants d'être de nouveau exploitables.

Le barrage de retenue d'Andalatanosy qui est une des rares communes de l'Androy ayant une potentialité rizicole est réhabilité pour

assurer de nouveau une meilleure gestion de l'irrigation de 50 ha de champs et rizières. 554 ménages pourront ainsi améliorer leur production agricole, notamment le riz.

145 km de pistes rurales dans les districts de Beloha, Ambovombe et Bekily sont réhabilitées. Ceci a réduit de 50% la durée des trajets entre les communes, et même d'abaisser à moitié en 2018 le prix de transport en charrette de l'eau (1000Ar au lieu de 2000 Ar).

Pour soutenir la capacité productive des groupes vulnérables et l'industrialisation rurale, deux Greniers Communautaires Villageois (GCV) d'une capacité de 200 tonnes chacun ont été construits. Les populations de la commune de Bekily centre et d'Ambahita sont désormais en mesure de constituer un stock de produits vivriers tels que l'arachide, le maïs et le riz, réguler et normaliser le prix de ces produits afin de bénéficier d'une amélioration substantielle de leurs revenus.

En même temps, le PNUD a travaillé pour l'inclusion financière des communautés de l'Androy.

En partenariat avec l'institut de Microfinance OTIV et l'UN Capital Development Fund (UNCDF), six Groupements Villageois d'Entraide Communautaire (GVEC) ont été constitués pour mettre à la disposition des plus vulnérables un outil financier autre que les services des institutions bancaires et de microfinances. Ce qui leur permettra de financer des dépenses familiales (rentrée scolaire, maladie), le lancement d'une activité lucrative, ou encore la perte soudaine de revenus. Avec des taux avantageux, trois services financiers adaptés aux besoins des femmes *Ampela mihary - Crédit avec Education*, et à ceux des jeunes *Rihanjatovo*, ont été développés en partenariat.

Selon la composante relèvement institutionnel et culturel défini dans le Plan de Relèvement et de Résilience établi pour les districts les plus affectés par la sécheresse déclenchée par El Nino dans le Grand Sud de Madagascar, la culture est une variable importante pouvant accompagner les efforts de développement. Dans ce cadre, le PNUD a appuyé le Centre Universitaire Régional de l'Androy (CURA) à mener des consultations des chefs traditionnels et leaders d'opinion

de l'Androy pour circonscrire les pratiques culturelles ostentatoires qui sont sources de décapitalisation des ménages et des communautés et celles favorisant le bien être, le développement économique et l'ascension sociale. L'objectif étant de mettre en œuvre, 2019, une stratégie de communication pour le changement de comportement permettant d'instaurer un climat institutionnel et socioculturel propice à la relance de l'économie régionale.





Une séance d'éducation financière, organisée en partenariat avec l'Institution de Microfinance OTIV, précède le paiement de l'épargne constituée par les bénéficiaires suite à la participation aux travaux de curage du bassin de Maheny, Beloha.





DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Environnement : Faits et Chiffres à Madagascar

Centre de biodiversité mondiale



un des dix-sept pays à mégadiversité dans le monde

- ☑ 3/4 des espèces estimées dans le monde
- ☑ 4 des 200 éco-régions terrestres mondiales

(Source: Gouvernement de Madagascar/PNUD/GEF, 2016)

Protection de l'environnement

Extension du réseau des aires protégées

122 sites couvrant 7,1 millions d'ha soit 10 à 12% du pays



(Source: Convention sur la Biodiversité 2016)

Exposition aux risques



Actuellement, 7ème pays le plus exposé aux risques climatiques

(Source: Germanwatch, Indice mondial des risques climatiques 2019)

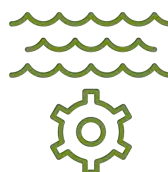
Des initiatives d'intégration du changement climatique dans les processus de planification sectorielle et nationale de développement sont en train d'être mises en œuvre

Potentiel économique



Plus de 18 millions de personnes dépendent de la biodiversité pour leur subsistance

(Source: UN, Rapport MAPS, 2018)



Des services éco-systémiques de haute valeur

(estimée à plus de 965 000 millions USD)

qui peuvent être porteurs de développement socio-économique

(Source: Gouvernement de Madagascar - PNUD, 2012)



2 300 plantes utilisées

à des fins médicinales dans le pays, dont 90% ne sont pas exploitées

(Source: UN, Rapport MAPS, 2018)

Santé et pollution



21 à 29% du taux de mortalité à Madagascar sont liés à la pollution de l'air

(Source: IHME, 2016)

Avec le financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et en partenariat avec le Ministère en charge de l'Environnement à Madagascar, le PNUD appuie l'intégration des considérations environnementales dans les politiques sectorielles, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles. Il est important de soutenir la gouvernance inclusive des espaces naturels couplée à une exploitation

rationnelle et une conservation des ressources par les communautés concernées en considérant les différentes pressions et le changement climatique. Dans le domaine de la santé, le PNUD accompagne également la transition des structures médicales vers une meilleure gestion des déchets et l'intégration durable de meilleures pratiques

Réalisations marquantes



Convention on
Biological Diversity



United Nations
Convention to Combat
Desertification

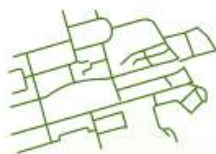
7 sur les 22 Régions de Madagascar

touchées par les **sensibilisations sur les enjeux des mesures en faveur d'un avenir durable dans le cadre des Conventions de Rio**



5 stations agro-météorologiques et 2 stations synoptiques

acquises pour appuyer la **fourniture d'information agro-météorologique et hydraulique** de manière à soutenir efficacement la prise de décision



183 000 ha de terroir sont pré-délimités

pour la mise en place de 8 Aires Protégées Communautaires dans l'Atsimo Andrefana.



13 filières porteuses

identifiées par ordre de priorité en vue de développer des alternatives d'activités génératrices de revenus résistantes au changement climatique pour les producteurs locaux dans les communes d'intervention des régions Analamanga, Atsinanana, Androy, Anosy et Atsimo Andrefana



3 autoclaves traitant les déchets médicaux

établis dans 2 Centres Hospitaliers Universitaires à Antananarivo et un centre hospitalier de référence de district à Manjakandriana

dont le plus grand autoclave 1300l de capacité

installé à l'Hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona



Le raccordement au réseau pipeline Mandrare et Ampotaka des Communes de Sampona de la Région Anosy et Tranovaho de l' Androy

effectué en partenariat avec l'UNICEF



Madagascar s'est engagé à mettre en oeuvre la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et la Convention des Nations Unies pour la Lutte Contre la Désertification (CNULCD), lors du Sommet de Rio en 1992.




Mettre en oeuvre les Conventions de RIO

Dans son rôle d'accompagnement, le PNUD a appuyé Madagascar à s'acquitter de ses obligations en vertu des accords multilatéraux sur l'environnement; à intégrer les préoccupations environnementales dans leurs plans et stratégies de développement nationaux et sectoriels ; ainsi qu'à mettre en œuvre des programmes qui favorisent un développement inclusif et durable et renforcent les moyens de subsistance. Ces actions tiennent compte de la durabilité de la mobilisation des ressources financières et de l'appropriation par toutes les parties prenantes de l'importance de la mise en œuvre des mesures qui favorisent un avenir durable.

Au titre de l'année 2018, les acteurs ayant potentiellement des impacts significatifs dans la réalisation de ces Conventions de Rio pour le développement durable ont été d'abord formés sur l'importance et le contenu des trois conventions afin d'en renforcer l'appropriation. Ces acteurs sont essentiellement des agents des secteurs ministériels, garants des politiques nationales et des stratégies concourant au développement du pays, et les techniciens des différents partenaires techniques et financiers dont les organisations de la société civile.

Par ailleurs, un Groupe de Travail Technique pour les Conventions de Rio est (GDTT-Rio) mis en place avec ces partenaires afin de constituer une plateforme de réflexion sur l'intégration et la mise en œuvre des conventions de Rio. Une feuille de route opérationnelle est en cours d'élaboration et va servir de référence pour toutes les parties prenantes afin d'intégrer pleinement les obligations de la Convention de Rio dans les stratégies et le plan national de développement durable.

Il est important de noter qu'une coordination intergouvernementale a été établie pour piloter les initiatives tenant compte de l'intégration politique/juridique des Conventions de Rio, de la mise en place et de l'opérationnalisation d'un Système d'Information sur la Gestion de l'Environnement (SIGE) et d'un mécanisme de cogestion des ressources. Parallèlement, la campagne de sensibilisation touchant les hauts responsables et techniciens au niveau des régions et des directions régionales des ministères sectoriels (Environnement, Eau et Hygiène, Agriculture Elevage et Pêche , Aménagement du Territoire, Economie et Plan, Finances et Budget), ainsi que les représentants



des ONG et des Organisations de la Société civiles sur l'intégration des conventions de Rio dans les politiques publiques a été lancée, touchant 17 régions de Madagascar et va se poursuivre en 2019.

Les prochaines étapes de cette initiative consisteront notamment à mener l'analyse des politiques et textes existants suivie de propositions de mise à jour des textes juridiques, à identifier les ressources mobilisables en faveur de l'environnement, et d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des conventions. Parallèlement, l'intégration des conventions de Rio sur les plans sectoriels et territoriaux sera soutenue par le PNUD.

Cinq régions sont concernées par l'appui du PNUD et du Fonds pour l'Environnement Mondial pour améliorer les capacités d'adaptation et de résilience face au changement climatique dans les communautés rurales - Régions Analamanga, Atsinanana, Androy, Anosy et Atsimo Andrefana.





Améliorer la résilience communautaire face aux changements climatiques

Pour renforcer les capacités techniques et institutionnelles de gestion des risques climatiques, l'accent a été d'abord mis sur l'information et la sensibilisation traitant des causes et des impacts du changement climatique sur les moyens de subsistance. Les cibles sont les autorités régionales et locales et des populations des 11 Communes d'intervention se trouvant dans les Régions Analamanga, Atsinanana, Androy, Anosy et Atsimo Andrefana. Actuellement, ces communes ont intégré le changement climatique dans leurs Plans Communaux de Développement de l'Eau et de l'Assainissement, et les budgets correspondants grâce à l'engagement des institutions nationales partenaires, dont le Bureau National de Coordination au Changement Climatique (BNCCC).

Pour soutenir efficacement la prise de décision des acteurs concernés, des ministères responsables et des communautés, 5 stations agro-météorologiques et 2 stations synoptiques ont été acquises avec l'appui du PNUD et seront bientôt installés dans les régions d'intervention. Afin de mettre en œuvre les mesures et technologies

d'adaptation ciblant les communautés, 3 à 5 filières porteuses sont déjà identifiées dans chacune des 11 communes d'intervention afin de développer des alternatives d'activités génératrices de revenus résistantes au changement climatique pour les producteurs locaux. Des technologies adaptées au changement climatique ont également été définies par type de risque climatique et par zone d'intervention.

Les prochains défis pour 2019 sont d'engager les décideurs, les techniciens, les institutions d'appui au développement rural dans les régions d'intervention pour améliorer la capacité d'adaptation des communautés rurales vulnérables aux changements climatiques. Des partenariats efficaces avec les services techniques et les organismes d'appuis du développement rural seront entre autres tissés pour soutenir la diffusion de technologies agro-sylvo-pastorales, de pêche, à travers la mise en place d'un dispositif de 80 champs écoles paysans.



Afin de contribuer à la mise en œuvre de des plans sensibles au changement climatique, et en étroite collaboration avec l'UNICEF, le PNUD a appuyé le raccordement au réseau pipeline Mandrare et Ampotaka, des Communes de Sampona dans la Région Anosy, et Tranovaho de la Région Androy.

2 études d'avant-projet sommaires sur la réhabilitation de deux périmètres irrigués (Miary et Ilaka Est) sont prêtes à servir de cadre aux travaux. 2 forages manuels dans le village de Tanandava et Imongy, 1 puits à Tanandava, une adduction d'eau potable (AEP) à Soahazo et à Betsizaraina sont actuellement établis garantissant l'accès à l'eau aux populations. Une superficie de 10,86 Ha de superficie à Betatao et à Ambolotarakely a été par ailleurs reboisée pour la protection de sources d'eau.





Les forêts sont importantes pour la vie de l'homme, la conservation de la biodiversité, la santé humaine, et surtout le changement climatique. Investir dans l'éducation sur les forêts, c'est donner un coup de pouce à la conservation et à l'adoption de bons gestes par les futures générations.



Innover pour le paysage sec-épineux de l'Atsimo Andrefana

Afin de protéger la biodiversité du paysage forestier épineux et sec d'Atsimo Andrefana des menaces actuelles et émergentes, le PNUD, a soutenu le Ministère en charge de l'Environnement dans l'exploitation durable des ressources environnementales. Avec l'appui financier du FEM des actions ont été menées depuis 2017 pour que, d'une part l'utilisation des espaces au sein de la Région soit bien coordonnée et concertée entre tous les décideurs et les exploitants, et d'autre part que les communautés locales prennent en main la gestion rationnelle et la conservation des ressources au niveau local. L'objectif étant de valoriser le capital naturel pour qu'il contribue au développement économique et social de la population dans la mesure où l'économie régionale et locale est à ce jour basée sur l'exploitation des ressources naturelles.

Avec le renforcement des capacités régionales et locales pour une meilleure gestion des menaces anthropiques et des risques naturels, la région Atsimo Andrefana peut désormais exploiter un géodatabase, une carte d'occupation du sol et une analyse de la déforestation (1998 - 2007- 2017) ; 8 aires

protégées communautaires d'une superficie de 183 000ha ont été pré-délimitées et sont en voie d'être mises en place avec une démarche d'instauration d'Aires Protégées Communautaires (APC). Les 98 membres du comité de suivi écologique des 6 APC locales peuvent mener efficacement une patrouille et un suivi écologique participatif suite au renforcement de capacité qui a été organisé avec le PNUD. Par ailleurs, trois districts d'interventions dans la Région Atsimo Andrefana ont été équipés en matériels informatiques pour les épauler dans leur mandat de protection, de gestion durable et de valorisation des ressources naturelles notamment l'écosystème sec et épineux de l'Atsimo Andrefana.

Le PNUD continuera à renforcer les capacités des acteurs régionaux sur la planification territoriale et la gestion effective des aires protégées de l'Atsimo Andrefana. Pour 2019, des actions spécifiques seront menées afin de promouvoir l'écotourisme communautaire et l'agriculture durable. La mise en protection temporaire de 8 Aires Protégées Communautaires fait également partie de l'agenda de 2019.

Le paysage forestier épineux et sec d'Atsimo Andrefana, qui s'étend sur environ 2,4 millions d'hectares, fait partie des écosystèmes les plus distinctifs à Madagascar.



Dans le District de Morombe, les forêts de Baobabs sont menacées par les exploitations de minerai rocheux et la pression de l'homme. Des intérêts contraires qui font naître des risques de conflits entre le secteur privé et les populations.







En 2016, l'inventaire mené dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Minamata sur le mercure dévoilait que 15 tonnes de mercure par an sont libérées par l'incinération des déchets à Madagascar, y compris des déchets hospitaliers.



La gestion des déchets médicaux : une autre question environnementale


Agir pour l'environnement c'est également promouvoir un cadre de vie sain pour la population. Afin de relever ce défi relatif à la gestion des déchets médicaux plus respectueuse de l'environnement, Madagascar bénéficie depuis 2016 d'un projet régional du PNUD financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial et mené en partenariat avec l'ONG Health Care Without Harm et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), sous le leadership du Ministère en charge de l'Environnement et en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé Publique.

L'évaluation à mi-parcours des initiatives entreprises à Madagascar pour réduire les émissions nocives issues du secteur de la santé a valu le premier rang ex-aequo avec le Ghana pour Madagascar. Un groupe technique national est actuellement en place pour renforcer la gestion des déchets médicaux selon les meilleures pratiques environnementales. La Politique Nationale, le Guide Technique National, et le Livret Technique en Gestion des déchets médicaux sont vulgarisés dans les 22 régions et utilisés notamment par des formations sanitaires.

Les capacités matérielles des formations sanitaires pilotes dans la gestion des déchets médicaux ont été également renforcées. Trois autoclaves traitant les déchets médicaux ont été établis dans 2 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) à Antananarivo et 1 Centre Hospitalier de Référence de District (CHRD) à Manjakandriana et sont maintenant prêtes à l'usage.

L'Hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona à Ampefiloha dispose ainsi du plus grand autoclave de Madagascar avec une capacité de 1300l, alors que l'hôpital Joseph de Befelatanana est doté de deux autoclaves d'une capacité de 250l et de 80L. Les deux CHU et le CHRD sont désormais capables de valoriser, par le recyclage, les déchets infectieux recyclables.

Par ailleurs, 146 tensiomètres anéroïdes, 145 tensiomètres automatiques, et 963 thermomètres digitaux ont été disséminés auprès de 6 formations sanitaires publiques modèles pour réduire l'usage des matériels à mercure. Grâce aux formations données et aux dotations en matériels, les usagers des formations sanitaires modèles trient



désormais les déchets non-infectieux recyclables.

Le grand défi du PNUD dans ce domaine d'ici 2020 est de permettre l'insertion et l'application de meilleures pratiques environnementales au sein des formations sanitaires modèles afin de réduire la propagation des infections au niveau des établissements de santé, ainsi que sur les lieux de traitement des déchets médicaux. Ce qui permettrait, à terme, de réduire la souffrance humaine et les frais de soins associés à une mauvaise gestion des déchets médicaux.

Pour cela, il est primordial que les formations ainsi que le renforcement de capacités matérielles des six formations sanitaires modèles se poursuivent. Par ailleurs, les CHU Morafena et Analenkininina, situés à Toamasina, feront partie des nouveaux hôpitaux modèles qui seront appuyés pour une meilleure gestion de leurs déchets hospitaliers.



INTÉGRER LES DOMAINES TRANSVERSAUX



O



OBJECTIF

1 PAS DE PAUVRETÉ

2 FAIM «ZÉRO»

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

8 TRAVAIL D'ÉQUITÉ ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

14 VIE AQUATIQUE



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

6 ÉAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

8 TRAVAIL D'ÉQUITÉ ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

6 ÉAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

2 FAIM «ZÉRO»

1 PAS DE PAUVRETÉ

INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



#O

Toutes les interventions du PNUD sont basées sur des outils et méthodes innovantes qui renforcent les capacités de nos partenaires, encouragent la protections des droits de l'homme, et qui mettent l'accent sur la participation active des femmes et des jeunes.



Dmg

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE



Promotion du genre : la carte de la proximité

Les femmes constituent les bénéficiaires prioritaires des cliniques juridiques appuyées par le PNUD représentant ainsi, en 2018, 80% des personnes vulnérables ayant bénéficié de conseil, d'orientation, ou encore de conciliation de la part de ces institutions para-juridiques. Cette approche de proximité a permis de mettre en place une alternative intéressante à l'image « inefficace, procédurale et lente » de la justice ordinaire et ainsi offrir des espaces de règlements de différends aux plus vulnérables.

Des efforts considérables ont été également déployés pour faire de la participation des femmes au processus électoral une réalité. Lors de la Révision Annuelle de la Liste Électorale (RALE), le PNUD et la CENI, à travers le projet de Soutien Au Cycle Électoral à Madagascar, ont déployé des campagnes de sensibilisation de proximité visant les femmes, surtout en milieu rural. Des efforts qui ont permis aux femmes de représenter à ce jour 46% du fichier électoral en 2018 et qui ont ainsi donner l'opportunité à plus de 4 500 000 femmes de participer aux élections présidentielles. Au niveau local, la participation des femmes dans le processus de prise de décision demeure un défi

conséquent, en particulier dans le Grand Sud à cause de facteurs culturels peu favorables. Des approches socio-anthropologiques sont déployés en partenariat avec le centre universitaire régional de l'Androy afin d'adresser ces défis.

L'implication des femmes dans la lutte contre la corruption a été adressée par l'étude et la prise en compte systématique des besoins, capacités et opportunités différentes des femmes. Ainsi, certaines activités sont spécifiquement élaborées pour soutenir leur implication : les associations des femmes sont par exemple privilégiées dans les renforcements de capacités, dans les initiatives de lutte contre la corruption et le dialogue avec les dirigeants politiques. Une analyse diagnostique de la corruption basée sur le genre et des pistes de sensibilisation à prendre compte sont également en cours d'élaboration.

Des actions ambitieuses ont été menées pour accroître fortement la participation des femmes aux formations, aux mécanismes de dialogue/ concertation, et aux différents métiers des Forces de Défense et de Sécurité afin d'en faire des femmes des agents contribuant

au renforcement de la confiance entre la population et les services publics de sécurité. Le PNUD est convaincu qu'une augmentation de la présence des femmes dans les Forces de Défense et de Sécurité pourra positivement affecter l'efficacité des FDS, notamment pour respecter la représentativité de la population.

Les séances de plaidoyer et de formation à l'égard des Forces de Défense et de Sécurité ont permis d'améliorer l'intégration du genre et de renforcer la participation des femmes dans les centres de formations et Grandes Écoles de ces corps de métier. Concrètement, 6 séances de sensibilisation visant à introduire une culture du genre ont permis de toucher 171 personnes dont des élèves des écoles de la Gendarmerie, de la Police et de l'Administration pénitentiaire, ainsi que les responsables au niveau central et la société civile. Par ailleurs, une analyse des critères de recrutement dans les différentes forces (y compris l'Armée) a été menée avec les parties prenantes, ce qui a abouti à la définition de lignes directrices relatives à l'adaptation des infrastructures d'identifier et d'adresser mieux les besoins sexospécifiques. En somme, ces initiatives vont faciliter l'accès des femmes

au sein de ces institutions en créant les conditions logistiques, matérielles favorables à la présence féminine, tout en conservant un accent particulier sur le changement des mentalités et des comportements.

Dans la région Androy, la réduction de la vulnérabilité des plus pauvres reste au cœur du mandat du PNUD. Plus de 2000 femmes ont été accompagnées pour le lancement d'activités génératrices de revenus grâce au mécanisme *d'argent contre travail assorti d'épargne* et aux sessions d'éducation financière dispensées en partenariat avec l'institution de microfinance OTIV. Dans la sélection de bénéficiaires, un focus a été mis sur les mères célibataires et les femmes cheffes de familles. L'organisation des femmes en Groupement d'Entraide Communautaire Villageois (GVEC) met à leur disposition un outil adapté au financement de leurs activités ou encore une alternative à la perte soudaine de revenus. Par ailleurs, trois services financiers adaptés aux femmes (types de prêts, facilités de remboursement, etc.) ont été développés en partenariat avec OTIV à des taux avantageux.

JEUNES

JEUNES



MPANAZAVA ETO MADAGASIKARA
«Asehoy ny tohiana ho fampirana ny asa tsara» Tit 2, 7a

YES, THE GIRL CAN!

AN'AVY OMEVA SEHATRA:
MAMPIDROBO MIRALENTA

STOP THE VIOLENCE





Jeunes : cibles et acteurs des efforts de développement

Tant dans le domaine de la gouvernance, de la réduction de la pauvreté et de l'environnement, le PNUD a toujours intégré la problématique des jeunes malagasy dans ses projets. Les jeunes comptent non seulement parmi les partenaires dans la mise en œuvre des activités mais également parmi les bénéficiaires des appuis.

Les initiatives menées cette année par le PNUD portent à 6794 jeunes hommes et 6743 jeunes femmes le nombre total des jeunes ayant bénéficié de l'accès à de nouvelles activités génératrices de revenus depuis le début du cycle de programmation entre le PNUD et le gouvernement de Madagascar. Ces jeunes représentent ainsi 44% des cibles des activités d'amélioration des subsistances des plus vulnérables.

Le PNUD a également offert des opportunités aux jeunes malgaches de faire entendre leurs voix au niveau international, faire connaître leurs potentiels, tout en gagnant également en expériences. En partenariat avec l'UNFPA, deux jeunes de Madagascar ont participé au septième Forum des Jeunes du Conseil Economique et Social des Nations Unies qui

s'est tenu les 30 et 31 janvier 2018 à New York. Le rôle des jeunes dans la construction de communautés rurales et urbains durables et résilientes était au centre des échanges.

En collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports, deux jeunes malgaches, dont une jeune entrepreneure et une jeune de la maison des jeunes d'Ambovombe étaient à la deuxième édition du Sommet des jeunes africains Youth Connekt organisé par le gouvernement du Rwanda en partenariat avec la Banque Africaine pour le Développement, le PNUD et la Commission de l'Union Africaine. Ce rendez-vous a rassemblé plus de 5000 délégués de 90 pays pour échanger sur le thème « Mettre les jeunes en réseau pour une transformation continentale ».

Le PNUD a soutenu également les initiatives des jeunes pour les jeunes dans le cadre de sa participation au groupe thématique Jeunes du Système des Nations Unies. C'est en ce sens qu'un appui a été donné au lancement d'un YouthImpactLab à Antananarivo avec une dotation de livres. Le PNUD était également partenaire de la journée des informations sur la jeunesse « Convergence

et repères » avec l'observatoire des jeunes au mois de Septembre. C'était un cadre pour évoquer la disponibilité des informations sur l'intégration de la problématique des jeunes dans les programmes de développement à Madagascar et pour sensibiliser les jeunes sur les ODD et leurs contributions à leur atteinte.

Dans le cadre de la célébration nationale de la journée internationale de la jeunesse organisée à Ambovombe en présence du Président de la République de Madagascar, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, l'Ambassade du Japon et le Système des Nations Unies, le PNUD a mobilisé le Ministère de l'Industrialisation et du Développement du Secteur Privé et les agences onusiennes sœurs comme l'Organisation Internationale du Travail et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF) pour appuyer le Ministère de la Jeunesse et des Sports à tenir une session de renforcement de capacité des jeunes d'Ambovombe sur l'éveil à l'entrepreneuriat. Une sensibilisation des jeunes aux ODD a été également menée avec l'ouverture de la nouvelle Maison des Jeunes réhabilitée avec l'appui du Système des Nations Unies.

Pour 2019, un des grands chantiers que le PNUD mettra en œuvre en partenariat avec l'UNICEF et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) est le projet « RADIO SIFAKA - Tracer la voie de la Paix à travers la voix des Jeunes ». Le projet élaboré et soumis conjointement par le Système des Nations Unies à Madagascar sous la coordination du PNUD en 2018 a été sélectionné parmi les Initiatives de promotion des jeunes et de l'égalité des sexes du Fonds pour la Consolidation de la Paix pour les prochains 18 mois. Ce projet va permettre la promotion de la consolidation de la paix à Madagascar en produisant et en diffusant des émissions pour les jeunes et par les jeunes relayées par un réseau de radios dans toute l'île et à terme, en mettant en place d'une radio neutre, indépendante et professionnelle animée par des jeunes journalistes.





VIH/SIDA : Associer les politiques à la programmation

Le PNUD, avec la coalition African Men for Sexual Health and Rights (AMShE), et la Health Economics and HIV and AIDS Research Division (HEARD) mettent en œuvre conjointement un projet régional : *Lier les politiques à la programmation, visant à réduire les risques d'infections par le VIH et à améliorer la santé sexuelle et reproductive des jeunes populations clés de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC)*. Ce projet, soutenu par le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères, couvre Madagascar, l'Angola, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe pour une durée de quatre ans (2017 -2020).

A Madagascar, le Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le SIDA (CNLS) assure le leadership de la mise en œuvre avec l'appui d'AMShE pour la mobilisation communautaire et le renforcement des capacités des jeunes populations clés, l'expertise de HEARD pour les aspects liés à la recherche et au suivi évaluation, et l'implication du PNUD pour les questions programmatiques et opérationnelles.

Des séances de travail ont été entamées avec des partenaires clés de la lutte contre le VIH/

SIDA à Madagascar pour un plan d'action inclusif qui sera porté par tous les acteurs nationaux impliqués dans la réduction des risques de contamination, la stigmatisation ainsi que la discrimination liées au VIH/SIDA.

Le projet régional *Lier les politiques à la programmation* s'inscrit dans le cadre d'une action mondiale du PNUD et de ses partenaires pour la mise en œuvre des recommandations de la Commission mondiale sur le VIH et le droit sur des questions telles que la discrimination, la pénalisation de la transmission du VIH, de l'exposition au risque de transmission du virus et de la non-divulgence du statut sérologique, les populations clés, les femmes, les enfants et les jeunes, le droit de la propriété intellectuelle et la lutte mondiale pour le traitement. Les objectifs sont de :

- Renforcer la capacité des gouvernements nationaux dans la mise en œuvre des lois, des politiques et des stratégies dans le contexte du VIH et de la SSR qui respectent les droits des jeunes populations clés.
- Renforcer la capacité des organisations de la société civile régionales et nationales, y compris des groupes communautaires en matière de revendication de leurs droits et

de plaider en faveur des lois, politiques et stratégies nationales relatives au VIH et à la SSR fondées sur le respect des droits et destinées à améliorer la prestation des services liés au VIH et à la SRH pour les jeunes populations clés.

- Renforcer la capacité et le rôle moteur de la SADC en matière d'assistance des états membres dans la mise en place et l'instauration d'un environnement juridique, politique et stratégique respectueux des droits des jeunes populations clés.
- Renforcer la compréhension et la mise en œuvre d'indicateurs et d'étapes relatifs aux droits de l'homme et à la SSR pour les jeunes populations clés dans les cadres nationaux et régionaux.

Le projet est mis en œuvre par le Centre de service régional du PNUD pour l'Afrique (chef de file), en partenariat avec la coalition AMSHeR, et la HEARD de l'Université du KwaZulu-Natal.





PERSPECTIVES

// “Une nouvelle génération de réformes pour mieux repositionner les Nations Unies par rapport à l’Agenda 2030 pour le développement durable”

Antonio Guterres, Secrétaire Général de l’Organisation des Nations Unies.

Les deux dernières décennies ont été marquées par les efforts de l’Organisation des Nations Unies (ONU) à s’adapter aux enjeux de paix, de sécurité et de développement dans le monde. Pour atteindre ce but et répondre aux exigences de l’Agenda 2030, la mise en place de réformes touchant toutes les agences du Système des Nations Unies (SNU) a été incontournable.

En 2006, l’initiative “Unis dans l’action” voit le jour sous le leadership de Koffi Annan, à l’époque Secrétaire Général de l’ONU. Cette réforme ambitieuse a clarifié les rôles et les responsabilités des différentes agences du SNU tout en alignant les interventions et les ressources sur les priorités de paix, de développement, de respect des droits humains et de réponses aux besoins humanitaires. Près de 10 ans plus tard, en 2014, le Secrétaire

Général Ban Ki Moon, renforcera l’engagement mutualisé des agences des Nations Unies autour de 5 piliers ventilés comme suit : un responsable unique, un programme unique, un cadre budgétaire commun, ainsi qu’une unité dans les opérations et la communication.

En 2017, António Guterres, actuel Secrétaire général continuera sur cette dynamique avec un repositionnement du SNU pour le développement et une nouvelle vision pour le Coordinateur Résident. Le Plan-Cadre des Nations Unies pour l’Aide au Développement (UNDAF), le cadre d’intervention de référence pour toutes les agences, détient à sa tête un Coordonnateur Résident impartial, indépendant et aux moyens d’action renforcés. Une nouvelle structuration avec des implications majeures pour le PNUD. De plus, à partir de janvier 2019, les fonctions du Coordinateur Résident, seront désormais séparées de celles de Représentant Résident du PNUD.

La nouvelle génération du PNUD

Dans ce contexte, le PNUD s’est positionné pour répondre à l’évolution du SNU, au

nouveau paysage de développement et aux besoins de ses partenaires. Une nouvelle génération du PNUD voit le jour avec une vision calquée sur l'Agenda 2030 : le plan stratégique 2018-2021 qui aidera les pays à éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes, à accélérer les transformations structurelles pour le développement durable et la résilience aux crises et aux chocs.

A Madagascar, cette perspective se traduira dès 2019 par un appui continu et renforcé aux stratégies et politiques intégrées, notamment pour le Grand Sud du pays, avec un accent particulier au maintien de la paix et de la sécurité ; deux éléments qui conditionnent fortement le maintien des efforts de développement. Concrètement les actions toucheront des secteurs permettant de :

- Accompagner le nouveau gouvernement dans la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation des projets de développement (soutien à l'élaboration du Plan d'Emergence de Madagascar);
- Traiter les causes de l'extrême pauvreté et des inégalités, notamment dans le Grand Sud de Madagascar ;

- Maintenir la transition démocratique avec des élections législatives apaisées ;
- Consolider la repression de la corruption avec la mise en place du Pôle Anti-Corruption de Mahajanga ;
- Soutenir la réalisation de l'Agenda 2030 avec la localisation des ODD ;
- Promouvoir des solutions basées sur la nature pour une planète durable ;
- Comblent les gaps d'énergie ;
- Renforcer l'égalité entre les sexes.

La collaboration avec les ministères, et autres institutions nationales, concernés sera de rigueur, tout comme la coordination avec les autres agences du SNU qui interviennent dans différents secteurs du développement. Le PNUD s'investira aux côtés du gouvernement de Madagascar à assurer un rôle intégrateur pour gagner en efficacité et en impact dans les efforts conjoints de développement et à promouvoir les innovations tant en matière d'approche de développement qu'en matière d'initiatives visant l'amélioration des conditions de vie des populations notamment, les plus vulnérables.



PN
UD

Au service
des peuples
et des nations

PN
UD

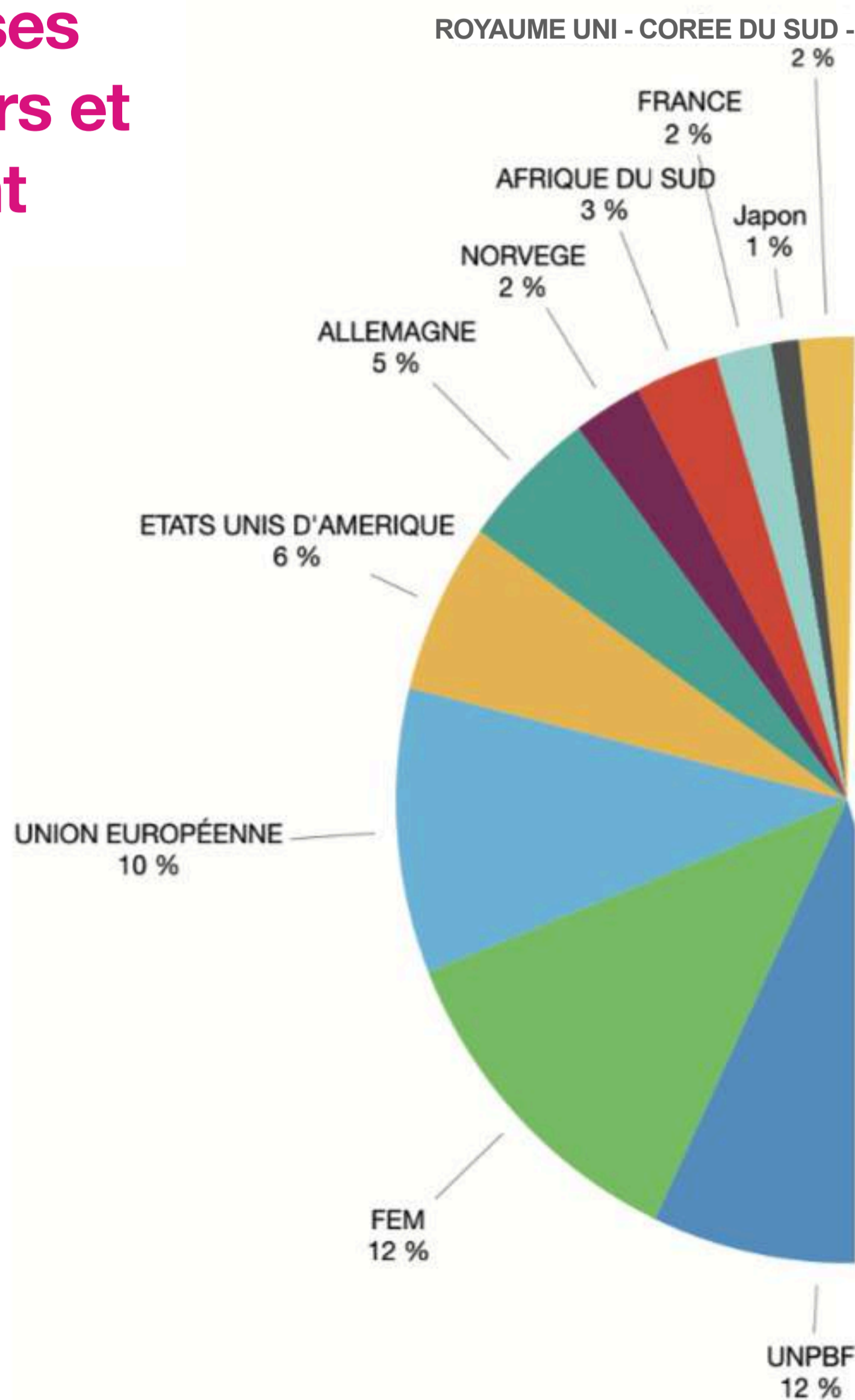
Au service
des peuples
et des nations

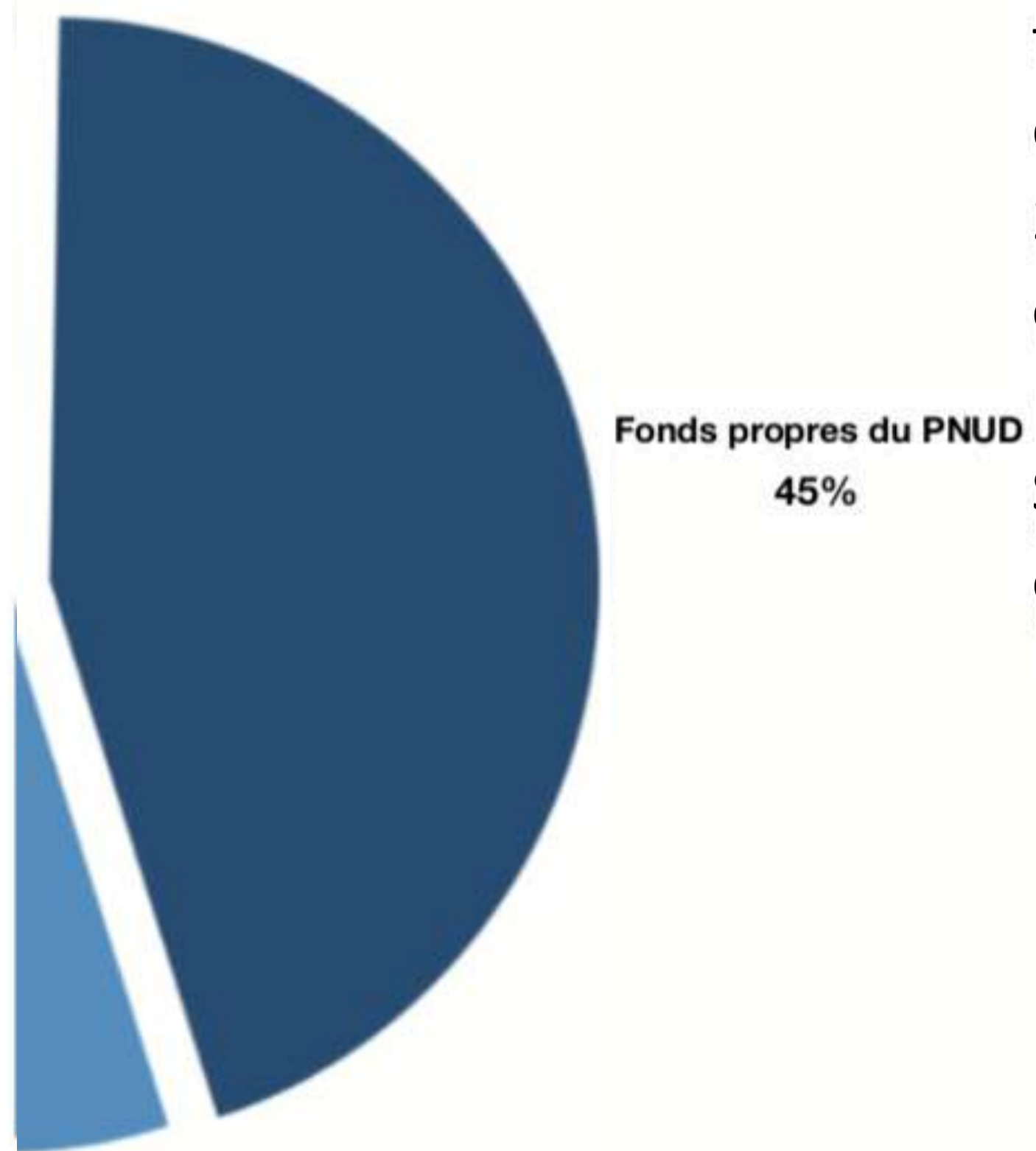


SOURCES DE FINANCEMENT

Nos réalisations ont été rendues possibles grâce aux généreuses contributions de nos donateurs et partenaires au développement

Sur l'année 2018, une enveloppe de 19,7 millions de dollars (USD) a été ventilée entre les différents programmes du PNUD pour atteindre les objectifs de développement. Cette enveloppe provient non seulement des fonds réguliers du PNUD, annuellement alimentés par des donateurs au niveau mondial, mais aussi les allocations budgétaires reçues par le bureau du PNUD Madagascar suite à des actions de mobilisation ressources.





Les fonds réguliers du PNUD sont des financements provenant principalement des pays contributeurs au niveau global. En 2018, les premiers dix pays contributeurs ont été les Etats Unis d'Amérique, la Suède, la Norvège, le Royaume Uni, le Japon, la Suisse, l'Allemagne, les Pays Bas, le Canada et le Danemark.

Sigles et acronymes

AEP	Adduction d'Eau Potable	CNULCD	Convention des Nations Unies pour la Lutte Contre la Désertification
APAA	Approche Paysage Atsimo Andrefana		
AGR	Activités Génératrices de Revenues	CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changements Climatiques
AMSHeR	African Men for Sexual Health and Rights		
AN	Assemblée Nationale	CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
APC	Aires Protégées Communautaires	CURA	Centre Universitaire Régional de l'Androy
		EISA	Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique
ARSSAM	Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar	ENM	Ecole Nationale de la Magistrature
ASCLME	Agulhas and Somali Current Large Marine Ecosystems	ENMG	Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes
BAD	Banque Africaine de Développement	FDS	Forces de Défense et de Sécurité
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption	FEM	Fond pour l'Environnement Mondial
CBD	Convention sur la Diversité Biologique		
CCI	Chambre de Commerce et de l'Industrie	FIDA	Fonds International de Développement Agricole
CDMT	Cadres de dépenses à Moyen Terme	GCV	Greniers Communautaires Villageois
CEA	Commission Economique pour l'Afrique	GDS	Groupe de Dialogue Stratégique
CENI	Commission Nationale Électorale Indépendante	GDTT	Groupe de Travail Technique pour les Conventions de Rio
CREAM	Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar	GVEC	Groupement Villageois d'Entraide Communautaire
CHU	Centres Hospitaliers Universitaires	HCC	Haute Cour Constitutionnelle
CHRD	Centre Hospitalier de Référence de District		
CNLS	Comité National de Lutte contre le SIDA		

HCDH	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme	OIF	Organisation International de la Francophonie
HEARD	Health Economics and HIV and AIDS Research Division	OIMP	Observatoire Indépendante des Marchés Publics
IDH	Indice de Développement Humain	OMD	Objectifs du millénaire pour le Développement
IGL	Indice de Gouvernance Locale	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
IHME	Institute for Health Metrics and Evaluation	ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
INSTAT	Institut National de la Statistique	ONG	Organisme Non Gouvernementale
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale	OSC	Organisation de la Société Civile
JISAN	Jugement Supplétif d'Acte de Naissance	PAC	Pôle Anti-Corruption
JPO	Journées Portes Ouvertes	PAN	Plan d'Action National
LCD	Lutte Contre la Désertification	PIB	Produit Intérieur Brut
MAPS	Mainstreaming, Acceleration and Policy Support	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
MEDA	National Marine Ecosystem Diagnostic Analysis	PRD	Plan Régional de Développement
MEP	Ministère de l'Economie et du Plan	PRR	Plan de Relèvement et de Résilience
MFB	Ministère des Finances et du Budget	RALE	Révision Annuelle de la Liste Electorale
NAP	Nouvelle Aire Protégée	RCS	Registre du Commerce et des Sociétés
OCSIF	Organisme de Coordination et de Suivi des Investissements et de leurs Financement	RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
ODD	Objectifs de Développement Durable	RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
		SACEM	Soutien au Cycle Electoral à Madagascar

SADC	Communauté de Développement d'Afrique Australe
SIGE	Système d'Information sur la Gestion de l'Environnement
SLC	Structures Locales de Concentration
SNISE	Système National Intégré de suivi et d'Evaluation
SPAT	Société du Port à gestion Autonome de Toamasina
STPCA	Secrétariat Technique Permanent à la Coordination de l'Aide
TPI	Tribunal de Première Instance
UA	Union Africaine
UNCDF	Fonds d'Équipement des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNDAF	Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNPBF	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix
UPOPS	Projet de réduction des émissions non intentionnelles de Polluants Organiques Persistants et de mercure dans le secteur de la santé en Afrique

Crédit photos :

Bureau du Coordinateur Résident: Pages 14 - 62 - 84 - 106 - 108 - 109 - 114

Centre d'information des Nations Unies (CINU): Pages 18 - 110

Laurence Lessire: Page 28

PNUD Madagascar : Pages 50, 65, 92

PNUD Madagascar/Hery Razafindralambo: Pages 54 - 56 - 58 - 82 - 122

PNUD Madagascar/Josselin Bremaud: Pages de couverture - 7 - 31

PNUD Madagascar/Nanou Fiankinana Rabemanantsoa Pages 23 - 43 - 70 - 72

PNUD Madagascar/Ramananjafy Randrianandrasana: Pages 69 - 70

PNUD Madagascar/Ramatoulaye Moussa Mazou: Pages 6 - 11 - 30 - 31 - 38 - 42 - 44 - 76 - 87 - 92 - 102

PNUD Madagascar/Soarinosy Gladys Ranalisofo: Page 100

PNUD Madagascar/Tinha Rabarison: Pages 96 - 99

Supervision générale : Marie Dimond - Représentant Résident du PNUD Madagascar

Coordination : Ramatoulaye Moussa Mazou - Chargée de Communication

Contributeurs : Abdou Salame - Adamson Rasolofo - Amélie Voninirina - Armel Zounon - Bakoly Rafanoharana - Deleau Razafimanantsoa - El Hadji Mamadou Fall - Herizo Randriamampianina - Holyhasinoro Andriamandimbisoa - Lalaina Pascal Rakotozandry - Lovanirina Joel Raveloson - Moussa Natal Batraki - Manantsoa Andriatahina - Najaina Tovohasimbavaka - Nanou Fiankinana - Olivier Rakotonirina - Sandrine Andriantsimietry - Stéphanie Delgado Martin - Verosoa Raharivelo

Mise en page : Ludovic Maveria



*Au service
des peuples
et des nations*